ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

'Εν 'Αθήναις τῇ 30 'Οκτωβρίου 1947 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | 'Αριθμὸς φύλλου 238

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 436.

Περὶ κυρώσεως τῶν ἐν Νέᾳ 'Υόρκῃ τὴν 22 'Ιουλίου 1946 ὑπογραφεισῶν Διεθνῶν 'Υγειονομικῶν Συμβάσεων.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

"Εχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα Λ' τῆς 18 Σεπτεμβρίου 1947 τῆς Δ' 'Αναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν 'Ελλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' 'Αναθεωρητικῆς Βουλῆς» μετ' ἀπόφασιν τῆς 'Επιτροπῆς 'Εξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ 'Ημετέρου 'Υπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

"Αρθρον μόνον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουν πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν αἱ ἐν Νέᾳ 'Υόρκῃ τὴν 22αν 'Ιουλίου 1946 ὑπογραφεῖσαι Διεθνεῖς 'Υγειονομικαὶ Συμφωνίαι ἤτοι : Τελικὴ Πρᾶξις τῆς Διεθνοῦς Συνδιασκέψεως 'Υγείας, Καταστατικὸς Χάρτης τῆς Παγκοσμίου 'Οργανώσεως 'Υγείας καὶ Συμφωνία περὶ ἱδρύσεως προσωρινῆς 'Επιτροπῆς τῆς Παγκοσμίου 'Οργανώσεως 'Υγείας, ὧν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν Γαλλικῷ Προτοτύπῳ καὶ 'Ελληνικῇ Μεταφράσει.

Αἱ συμφωνίαι αὗται τίθενται ἐν ἰσχύϊ ὡς ἑξῆς : 'Η Τελικὴ Πρᾶξις τῆς Διεθνοῦς Διασκέψεως 'Υγείας καὶ ἡ Συμφωνία περὶ ἱδρύσεως Προσωρινῆς 'Επιτροπῆς τῆς Παγκοσμίου 'Οργανώσεως 'Υγείας ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς αὐτῶν, ὁ Καταστατικὸς Χάρτης τῆς Παγκοσμίου 'Οργανώσεως 'Υγείας ἀφ' ἧς εἴκοσι ἕξ (26) Κράτη Μέλη τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν ἀποβοῦν μέλη αὐτοῦ.

'Εν 'Αθήναις τῇ 21 'Οκτωβρίου 1947.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ 'Υπουργικὸν Συμβούλιον

'Ο Πρόεδρος

ΘΕΜΙΣΤΟΚΛΗΣ ΣΟΦΟΥΛΗΣ

Τὰ Μέλη

ΧΡ. ΛΑΔΑΣ, Π. ΜΑΥΡΟΜΙΧΑΛΗΣ, ΑΝΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΟΣ, Δ. ΧΕΛΜΗΣ, Γ. ΒΑΡΒΟΥΤΗΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΑΝΔΡ. ΜΠΙΡΑΚΗΣ, Π. ΧΑΤΖΗΙΑΝΟΣ, ΔΗΜ. ΛΟΝΤΟΣ, ΑΠ. ΟΡΦΑΝΙΔΗΣ, ΘΕΟΔ. ΔΕΣΥΛΛΑΣ, ΦΩΚ. ΖΑΪΜΗΣ, ΑΡ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, ΑΛ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ, ΔΗΜ. ΔΙΓΚΑΣ, ΜΙΧ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Ν. ΜΠΑΛΤΑΤΖΗΣ—ΜΑΥΡΟΚΟΡΔΑΤΟΣ.

'Εθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

'Εν 'Αθήναις τῇ 25 'Οκτωβρίου 1947.

'Ο ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης 'Υπουργὸς

ΧΡΙΣΤΟΣ ΛΑΔΑΣ

ΑΚΤΕ FINAL DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE LA SANTÉ

La Conférence internationale dela santé, chargée d'établir une Organisation internationale de la santé a ète convoqueé par le Conseil èconomipue et social des Nations unies par une résolution du 15 février 1946 ainsi conçue:

»Le Conseil économique et social, prenant acte de la déclaration, proposée conjointement par les délégations du Brésil et de la Chine à San-Francisco, et approvouvée à l'unanimité, concernant une Conférence internationale de la santé publique, et considérant qu'une action internationale s'impose d'urgance dans le domaine de la santé publique.

(1) décide de convoquer une Conférence internationale chargée d'étudier l'étendue et le mécanisme de l'action internationale à entreprendre dans le domaine de la santé publique ainsi que des propositions visant la création d'une organisation internationale unique des Nations Unies pour la santé publique:

(2) prie les Membres des Nations Unies de se faire représenter à la Conférence par des experts en matière de santé publique;

(3) constitue une Commission technique préparatoire chargée d'étudier un ordre du jour et des propositions à soumettre à l'examen de la Conférence, et nomme, pour former cette Commission, les experts ci-après désignés, ou leurs suppléants:

1. Dr Gregorio Bermann (Argentine).
2. Dr René Sand (Belgique).
3. Dr Geraldo H. de Paula Souza (Brésil).
4. Major Général G. B. Chisholm (Canada).
5. Dr P. Z. King (Chine) (suppléant: Dr. Szeming Sze).
6. Dr Joseph Cancik (Tchécoslovaquie).
7. Dr Aly Tewfik Shousha Pacha (Egypte),
8. Dr A. Cavaillon (France) (suppléant: Dr Leclainche).
9. Dr Kopanaris (Grèce).
10. Major C. Mani (Inde) (suppléant: Dr Chuni Lal Katial).
11. Dr Manuel Martinez Baez (Mexique).
12. Dr Karl Evang (Norvége).
13. Dr Martin Kacprzak (Pologne).
14. Sir Wilson Jameson (Royaume-Uni) (suppléant: Dr Melville Mackenzie.
15. Médecin Général Thomas Parran (Etats-Unis d'Amérique) (suppléant:: Dr James A. Doull).
16. Dr Adrija Stampar (Yougoslavie).

et, à titre consultatif les représentants:

du Bureau Sanitaire Par American,

de l'Office international d'Hygiéne publique,

de l'Organisation d'Hygiéne de la Société des Natons,

de l'Administrations des Nations Unies pour les Secours et la Réhabilitation (UNRRA).

(4) invite la Commission technique préparatoire à se réunir à Paris, le 15 mars 1946 au plus tard et à soumettre son rapport (ccmprenant l'ordre du jour annoté) ainsi que des propositions aux membres d s Nations Unies et au Conseil le ler mai 1946 au plus tard.

(5) décide que toutes observations qu'il pourra formuler, au cours de sa deuxiéme session, sur le rapport de la Commission technique préparatoire, seront communiquées à la Conférence internationale envisagée.

(6) charge le Secrétaire général de convoquer la Conférence la 20 juin 1946 au plus tard et de choisir le lieu de réunion en consulation avec le président du conseil».

Une déclaration convoquant la Conférence internationale de la santé à été unanimement approuvée à la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale de San-Francisco.

La Conférence internationale de la santé s'est tenue dans la ville de New-York du 19 juin au 22 juillet 1946.

Les Gouvernements des Etates ci-aprés désignés étaient représentés à la Conférence par des délégués:

Arabie saoudite
Argentine
Australie
Belgique
Bolivie
Brésil
Canada

Chili
Chine
Colombie
Costa—Rica
Cuba
Danemark
Equateur
Egypte
Etats Unis d'Amérique
Ethiopie
France
Gréce
Guatemala
Haiti
Honduras
Inde
Iran
Irak
Liban
Libéria
Luxembourg
Mexique
Nicaragua
Norvége
Nouvelle—Zélande
Panama
Paraguay
Pays—Bas
Pérou
Pologne
Royaume—Uni
République—Dominicaine
République des Philippines
République Socialiste Sovietique de Biélorussie
République Socialiste Soviétique d'Ukraine
Salvador
Syrie
Tchecoslovaquie·
Turquie
Union Sud—Africaine
Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Uraguay
Vénésuéla
Yougoslavie

Les Gouvernements des pays suivants étaient représentés par des observateurs:

Albanie
Autriche
Bulgarie
Eire
Finlande
Hongrie
Islande
Italie
Potugal
Siam
Suéde
Suisse
Transjordanie

Les Gouvernements des pays suivants avaient été invités à envoyer des observateurs, mais n'ont pas été représentés :

Afghanistan
Roumanie
Yémen

Les autorités alliées de contrôle pour l'Allemagne, le Japon et la Corée étaient représantées par des observateurs.

Les organisations internationales suivantes étaient représentées par des observateurs :

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
Organisation Internationale du Travail
Ligue des Sociétés de la Croix Rouge
Office international d'Hygiéne Publique.
Bureau Sanitaire Pan-Americain
Organisation Internationale Provisoire de l'Aviation civile
Fondation Rockefeller
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Sience et la Culture.
Administration des Nations Unies pour les Secours et la Réhabilitation. Fédération mondiale des Syndicats

La Conférence avait à sa disposition et a utilisé comme base de discussion les Propositions en vue de la constitution de l'Organisation mondiale de la santé et les Résolutions adoptées par la Commission préparatoire technique des Experts. La Commission avait été instituée conformément à la Résolution du Conseil économique et social du 15 Fevrier 1946. La Conférence a été également saisie d'un certain nombre de propositions soumises par des gouvernements et diverses organisations.

Des délibérations de la Conférence, enregistrées dans les minutes et les rapports des commissions et sous-commissions respectives, ainsi que dans ceux des sessions plénieres, sont issus les instruments ci-après qui ont été signés séparement:

La Constitution de l'Organisation mondiale de la santé.

L'Arrangement pour l'Etablissement d'une Commission intérimaire de l'Organisation mondiale de la santé.

Le protocole relatif à l'Office International d' Hygiéne publique.

La Conférence a adopté la récolution suivante:

»La Conférence a pris acte avec satisfaction des démarches déjà faites par le Secrétaire général des Nations Unies en vue d'assurer les moyens nécessaires permettant la continuation des activités demeurant à la charge de l'Organisation d'Hygiéne de la Société des Nations, comme cela a été recommandé par la Résolution V de la Commission préparatoire technique du 5 avril 1946, et demande au Secrétaire général des Nations Unies, en vue d'éviter le double emploi dans les fonctions, de prendre les dispositions nécessaires pour transférer, dés que possible, à la Commission intérimaire de l'Organisation mondiale de la santé ces fonctions de l'Organisation d'Hygiéne de la Socoété des Nations qui ont été assumées par les Nations Unies».

En foi de quoi les délégués sousignés signent le présent act final.

Fait en la ville de New-York ce vingt-deux juillet 1946 en un seul original en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte etant également authentique.

Les textes originaux seront déposés dans les archives des Nations Unies. Le Secrétaire général des Nations Unies enverra des copies certifiées conformes à chaqun des Gouvernements représentés à la Conférence.

CONSTITUTION DE L'ORGANISATIONS MONDIALE DE LA SANTE

Les ETATS parties à cette Constitution déclarent, en accoord avec la Charte des Nations Unies, que les principes suivants sont à la base du bonheur des peuples, de leurs relations harmonieuses et de laur sécurité:

La santé est un état de complet de bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas soulement en une absence de maladie ou d'infirmité.

La possession du meilleur état de santé qu'il est

capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelle que soient sa race, sa religion ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale.

La santé de tous les peuples est une condition fondamentale de la paix du monde et de la sécurité; elle dépend de la cooperation la plus étroite des individus et des Etats.

Les résultats atteints par chaque Etat dans l'amelioration et la protetion de la santé sont précieux pour tous.

L'inégatité des divers pays en ce qui concerne l' amélioration de la santé et la lutte contre les maladies, en particulier les maladies transmissibles, est un péril pour tous.

Le développement sain de l'enfant est d'une importance fondamentale; l'aptitude à vivre en harmonie avec un milieu en pleine trasformation est essentielle à ce développement.

L'admission de tous les peuples au bénéfice des connaissances acquises par les sciences médicales, psychologiques et apparentées est essentielle pour atteindre le plus haut degré de santé.

Une opinion publique éclairée et une coopération active de la part du public sont d'une importance capitale pour l'amelioration de la santé des populations.

Les gouvernements ont la responsabilité de la santé de leurs peuples; ils ne peuvent y faire face qu'en prenant les mesures sanitaires et sociales appropriées.

Acceptant ces principes, dans le but de coopérer entre elles et avec tous autres pour améliorer et protéger la santé de tous les peuples, les Hautes Parties contractantes acquiescent à la dite Constitution et établissent par les présentes l'Organisation mondiale de la santé comme une institution spécialisée des Nations Unies.

CHAPITRE I.

BUT

Article Premier

Le but de l'Organisation mondiale de la santé (ciaprés dénommée l'Organisation), est d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible.

CHAPITRE II.

FONCTIONS.

Article 2.

L'Organisation, pour atteindre son but, assure les foctions suivantes:

(a) agir en tant qu'autorité directrice et coordinatrice dans le domaine de le santé des travaux ayant un caractére international;

(b) établir et maintenir une collaboration effective avec les Nations Unies, les institutions spécialisées, les administrations gouvernementales de la santé, les groupes professionnels, ainsi que telles autres organisations qui paraitraient indiquées;

(c) aider les gouvernements, sur leur demande, à renforcer leurs services de santé;

(d) fournir l'assistance technique appropriée et, dans les cas d'urgence, l'aide nécessaire, à la requête des gouvernements ou sur leur acceptation;

(e) fournir ou aider à fournir, à la requête des Nations Unies, des services sanitaires et des secours à des groupements spéciaux tels que les populations des territoires sous mandat;

(f) établir et entretenir tels services administratifs et techniques jugés nécessaires, y compris des services d'épidémiologie et de statistique;

(g) stimuler et faire progresser l'action tendant à la suppression des maladies epidemiques, endémiques et autres;

(h) stimuler, en coopérant au besoin avec d'autres institutions apécialisées, l'adoption de mesures propres à prévenir les dommages dus aux accidents;

(i) favoriser, en cooperant au besoin avec d'autres institutions spécialisées, l'amelioration de la nutrition, du logement, de l'assainissement des loisirs, des conditions économiques et de travail, ainsi que de tous autres facteurs de l'hygiène du milieu;

(j) favoriser la coopération entre les groupes scientifiques et professionnels qui contribuent au progrés de la santé;

(k) proposer des conventions, accords et réglements, faire des recommandations concernant les questions internationales de santé et exécuter telles tâches pouvant être assignées de ce fait à l'Organisation et répondant à son but;

(l) faire progresser l'action en faveur de la santé et du bien-être de la mére et de l'enfant et favoriser leur aptitude à vivre en harmonie avec un milieu en pleine transformation;

(m) favoriser toutes activités dans le domaine de l'hygiéne mentale, notamment celles se rapportant à l'établissement de relations harmonieuses entre les hommes;

(n) stimuler et guider la recherche dans le domaine de la santé;

c) favoriser l'amelioration des normes de l'enseignement et celles de la formation du personnel sanitaire, medical et apparenté;

(p) étudier et faire connaître en coopération au besoin avec d'autres institutions spécialisées, les techniques administratives et sociales concernant l'hygiéne publique et les soins médicaux préventifs et curatifs, y compris les services hospitaliers et la securité sociale;

(q) fournir toutes informations, donner tous conseils et toute assitance dans le domaine de la santé;

(r) aider à former parmis les peuples, une opinion publique éclairée en ce qui concerne la santé;

(s) établir et reviser selon le besoin, la nomenclature internationale des maladies, des causes de décés et les methodes d'hygiéne publique;

(t) standardiser, dans la mesure où cela est necessaire,les méthodes de diagnostic;

(u) développer, établir et encourager, l'adoption de normes internationales en ce qui concerne les aliments, les produits biologiques, pharmaceutiques et similaires;

(v) d'une maniére générale, prendre toute mesure nécessaire pout atteindre le but assigné à l'Organisation.

CHAPITRE III.

Membres et membres associés.

Article 3.

La qualité de membre de l'Organisation est accessible à tous les Etats.

Article 4.

Les Etats membres des Nations Unies peuvent devenir membres de lOrganisation, en signant,ou en acceptant de toute autre manière, cette constitution, conformément aux dispositions du Chapitre XIX et conformément à leurs régles costitutionnelles,

Article 5.

Les Etats dont les gouvernements ont été invités à envoyer des observateurs à la Conférence Internationale de la Santé, tenue à New-York en 1946 peuvent devenir membres en signant, ou en acceptant de toute

autre maniére cette constitiution, conformément aux dispositions du Chapitre XIX et conformément à leurs régles constitutionnelles, pourvu que leur signature ou acceptation devienne définitive avant la premiére session de l'Assemblée de la santé.

Article 6.

Sous reseive des conditions de tout accord à intervenir entre les Nations Unies et l'Organisation et qui sera approuvé conformément au Chapitre XVI. les Etats qui ne deviennent pas membres,conformément aux dispositions des articles 4 et 5, peuvent demander à devenir membres et seront admis en cette qualité, lorsque leur demande aura été approuvée à la majorité simple par l'Assemblée de la santé.

Article 7.

Lorsqu'un Etat Membre ne remplit pas ses obligations financières vis àvis de l'Organisation, ou dans d'autres circonstances exceptionelles, l'Assemblée de la santé peut, aux conditions jugées par elle opportunes, suspendre les priviléges attachés au droit de vote et les services dont bénéficie l'Etat Membre. L'Assemblée de la santé aura pouvoir de rétablir ces priviléges afférents au droit de vote et à ces services.

Article 8.

Les territoires ou groupes de territoires n'ayant pas la responsabilité de la conduite de leurs relations internationales peuvent être admis en qualité de membres associés par l'Assemblés de la santé, sur la demande faite pour le compte d'un tel territoire ou groupe de territoires par l'Etat Membre ou par une autre autorité ayant la responsabilité de leurs relations internationales. Les représentants des membres associés à l'Assembléé de la santé devraient être qualifiés par leur compétence technique dans le domaine de santé et devraient être choisis dans la population indigène.

La nature et l'étendue des droirs et obligations des membres associés seront déterminées par l'Assemblée de la santé.

CHAPITRE IV.

Organes.

Article 9.

Le fonctionnement de l'Organisation est assuré par:

(a) l'Assemblée mondiale de la santé (ci-après dénomée Assemblée de la santé);

(b) Le Conseil exécutif (ci-après dénommé le Conseil);

(c) Le Secrriaetat.

CHAPITRE V.

Assemblée mondiale de la santé.

Article 10.

L'Assemblée de la santé est composée de délégués représentant les Etats Membres.

Article 11.

Chaque Etat Membre est représenté par trois délégués au plus, l'un d'eux étant désigné par l'Etat Membre comme chef de délégation. Ces délégués devraient être choisis parmi les personnalités les plus qualifiées par leur compétence technique dans le domaine de la santé et qui, de préférence, représenteraient l'administration nationale de la santé de l'Etat membre.

Article 12.

Des suppléants et des conseillers sont admis à accompagner les délégués.

Article 13.

L'assemblée de la santé se réunit en session ordinaire annuelle et en autant de sessions extraordinaire que les circonstances peuvent l'exiger. Les sessions extraordinaires seront convoquées à la demande du Conseil ou d'une majorité des Etats Membres.

Article 14.

L'Assemblée de la santé, lors de chaque session annuelle, choisit le pays ou la région dans lequel se tiendra sa prochaine session annulle, le Cónseil en fixant ultérieurement le lieu. Le Conseil détermine le lieu où se tiendra chaque session extraordinaire.

Article 15.

Le Conseil, aprés consultation du Secretaire général des Nations Unies, arrête la date de chaque session annuelle et de chaque session extraordinaire.

Article 16.

L'Assemblée de la santé élit son Président et les autres membres du bureau au début de chaque session annuelle. Ils demeurent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Article 17.

L'Assemblée de la santé adopte son propre réglement.

Article 18.

Les fonctions de l'Assemblée de la santé consistent à:

(a) arrêter la politique de l'Organisation;

(b) élire les Etats appelés à désigner une personalité au Conseil;

(c) nommer le Directeur général;

(d) étudier et approuver les rapports et les activités du Conseil et du Directeur général, donner au Conseil des instructions en des matières où certaines mesures, certaines études et recherches, ainsi que la présentation de rapports pourraient être considérées comme désirables;

(e) créer toute commission nécessaire aux activités de l'organisation;

(f) controler la politique financière de l'organisation, discuter et approuver son budget;

(g) donner des instructions au Conseil et au Directeur général pour appeler l'attention des Etats membres et des organisations internationales, gouvernementales, ou non-gouvernementales, sur toute question concernant la santé que l'Asemblée de la santé pourra juger intéressante;

(h) inviter toute organisation internationale ou nationale, gouvernementale ou non-gouvernementale, assument des responsabilités apparentées à celles de l'organisation, à nommer des représentants pour participer, sans droit de vote, à ses sessions ou à celles des commissions et conférences réunies sous son autorité, aux conditions prescrites par l'Assemblée de la santé; cependant, s'il s'agit d'organisations nationales, les invitations ne pourront être envoyées qu'avec le consentement du gouvernement intéressé;

(i) étudier des recommandations ayant trait à la santé, émanant de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social des Conseils de sécurité ou de tutelle des Nations Unies et faire rapport à ceux-ci sur les mesures prises par l'organisation en éxécution de telles recommandations;

(j) faire rapport au Conseil économique et sociale, conformément aux dispositions de tout accord intervenu entre l'organisation et les Nations Unis;

(k) encourager ou diriger tous travaux de recherches dans le domaine de la santé en utilisant le personnel de l'organisation, ou en créant des institutions qui lui seront propres ou en coopérant avec des institutions officielles ou non officielles de chaque Etat membre, avec le consentement de son gouvernement;

(l) créer telles autres institutions jugées souhaitables;

(m) prendre toute autre mesure propre à réaliser le but de l'Organisation.

Article 19.

L'Assemblée de la santé a autorité pour adopter des conventions ou accords se rapportant à toute question rantrant dans la compétence de l'Organisation. La majorité des deux tiers de l'Assemplée de la santé sera nécessaire pour l'adoption de conventions ou accords lesquels entreront en vigueur a regard de chaque Etat Membre lorsque ce dernier les aura acceptées conformément à ses régles constitntionnelles.

Article 20.

Chaque Etat Membre s'engage à prendre, dans un délaide dix huit mois aprés l'adoption d'une convention ou d'un accord par l'Assemblée de la santé, les mesures en rapport avec l'acceptation de telleconvention ou de tel accord. Chaque état meumbre notifiera au Directeurnér Géal les mesures prises et s'il n'accepta pas cette convention ou cet accord dans le délai pré) scrit, il adressere une décla ration motivant sa non acceptation. En cas d'acceptations, chaque Etat Membre convient d'adresser un rapport annuel au Directeur général conformément au Chapitre XIV.

Article 21.

L'Assemblée de la santé aura autorité pour adopter les réglements concernant :

(a) telle mesure saniteire et de quaranteine ou toute autre procédure destinée à empecher la propagation des maladies d'un pays à un autre;

(b) la nomenclature concernant lesmaladies, les causes de décès et les methodesg hygiene publique;

(c) des standards sur les methodes de diagnostic applicables dans le cadre international ;

(d) des normes relativas à la conformité, la pureté et l'activité des produits biologiques, pharmaceutiques et similaires qui se trouvent dans le commerce international ;

(e) des conditions relatives à la publicité et à la désignation des produits biologiques, pharmaceutiques et similaires qui se trouvent dans le commerce international.

Article 22.

Les réglements adoptés en exécution de l'article 21 entreront en vigueur pour tous les Etats Membres, leur adoption par l'Assemblée de la santé ayant été dûment notifiés, exception faite pour tels membres qui pourraient faire connaître au Directeur général, dans les délais presprits par la notification, qu'ils les refusent ou font des réserves à leur sujet.

L'Assemblée de la santé a autorité pour faire des recommandations aux Etats Membres en ce qui concerne toute question entrant dans la competence de l'Organisation.

CHAPITRE VI.

Conseil Executif

Article 24.

Le Conseil est composé de dix-huit personnes, désignées par autant d'Etats Membres. L'assemblée de la santé choisit, compte tenu d'une répartition géographique équitable, les Etats appelés à désigner un délégué au Conseil. Chaqun de ces Etats enverra au Conseil une personnalité techniquement qualifiée dans le domaine de la santé, qui pourra être accompagnée de remplaçants et de conseillers.

Article 25.

Les membres sont élus pour trois ans et sont rééligibles ; cependant en ce qui concerne les membres élus lors de la première session de l'Assemblée de la santé, la durée du mandat de six de ces membres sera d'une année et la durée du mandat de six autres membres sera de deux ans, la sélecéiun étant déterminée par tirage au sort.

Article 26.

Le Conseil se réunit au moins deux fois par an et détermine le lieu de chaque réunion.

Article 27.

La Conseil élit son président parmi ses membres et adopte son propre réglement.

Article 28.

Les fonctions du Conseil sont les suivantes ;

(a) Appliquer les décisions et les directives de l'Assemblée de la santé :

(b) agir comme organe exécutif de l'Assemblée de la santé:

(c) exercer toute autre fonction à lui confiée par l'Assemblée de la santé:

(d) donner des consultations à l'Assemblée de la santé sur les questions qui lui seraient soumises par cet organisme et sur celles qui seraient déférées à l'Organisation par des conventions, des accords et des réglements:

(e) de sa propre inatiative, soumettre à l'Assemblée de la santé des consultations ou des propositions:

(f) préparer les ordres du jour des sessions de l'Assemblée de la santé:

(g) soumettre à l'Assemblée de la santé, pour examen et approbation, un programme général de travail s'étendant sur une période déterminée:

(h) étudier toutes questions relevant de sa compétence:

(i) dans le cadre des fonctions et des ressources financiéres de l'Organisation, prendre toute mesure d'urgence dans le cas d'événements exigeant une action immédiate.

Il peut en particulier autoriser le Directeur général à prendre les moyens nécessaires pour combattre les épidémies, participer à la mise en oeuvre des secours sanitaires à porter aux victimes d'une calamité, et entreprendre telles études ou recherches sur l'urgence desquelles son attention aurait été attirée par un Etat quelconque ou par le Directeur général.

Article 29.

Le Conseil exerce, au nom de l'Assemblée de la santé tout entiére, les pouvoirs qui lui sont délégués par cet organisme.

CHAPITRE VII.

Secrétariat

Article 30.

Le Secrétariat comprend le Directeur général et tel personnel technique et administratif nécessaire à l'Organisation.

Article 31.

Le Directeur général est nommé par l'Assemblée de la santé, sur proposition du Conseil et suivant les conditions que l'Assemblée de la santé pourra fixer. Le Directeur général, placé sous l'autorité du Conseil, est le plus haut fonctionnaire technique et administratif de l'Organisation.

Article 32.

Le Directeur général est de droit Secrétaire de l'Assemblée de la santé, du Conseil, de toute commission et de tout comité de l'Organisation, ainsi que des conférences qu'elle convoque. Il peut délèguer ces fonctions.

Article 33.

Le Directeur général, ou son représentant, peut mettre en oeuvre une procédure en vertu d'un accord avec les Etats Membres, lui permettant, pour l'exercice de ses fonctions, d'entrer directement en rapport

avec leurs divers départements ministériels, spécialement avec leurs administrations de la santé et avec les organisations sanitaires nationales, gouvernementales ou non. Il peut de même entrer en relations directes avec les organisations internationales dont les activités sont du ressort de l'Organisation. Il doit tenir les bureaux régionaux au courant de toutes questions intéressant leurs zones respectives d'activité.

Article 34.

Le Directeur général doit préparer et soumettre chaque année au Conseil les rapports financiers et les prévisions budgétaires de l'Organisation.

Article 35.

Le Directeur général nomme le personnel du Secrétariat conformément au Réglement du personnel établi par l'Assemblée de la santé. La considération primordiale qui devra dominer le recrutement du personnel sera de pourvoir à ce que l'efficacité, l'intégrité et la représentation de caractére international du Secrétariat soient assurées au plus hout degré.

Il sera tenu compte également de l'importance qu'il y a à recruter le personnel sur une base géographique la plus large possible.

Article 36.

Les conditions de service du personnel de l'Organisation seront, autant que possible, conformes à celles des autres organisations des Nations Unies.

Article 37.

Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur général et le personnel ne devront demander et recevoir d'instructions d'aucun gouvernement ou d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Ils s'abstiendront de toute action qui puisse porter atteinte à leur situation de fonctionnaires internationaux. Chaque Etat Membre de l'Organisation s'engage, de son côté, à respecter le caractére exclusivement international du Directeur général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer.

CHAPITRE VIII.

Commissions

Article 38.

Le Conseil crée telles commissions que l'Assemblée de la santé peut prescrire et, sur sa propre initiative ou sur la proposiition du Directeur général, peut créer toutes autres commissions jugées souhaitables pour des fins ressortissant à l'Organisation.

Article 39.

Le Conseil examine de temps en temps, et en tout cas une fois par an, la nécessité de maintenir chaque commission.

Article 40.

Le Conseil peut procéder à la création de commissions conjointes ou mixtes avec d'autres organisations ou y faire participer l'Organisation. Il peut assurer la représentation de l'Organisation dans des commissions instituées par d'autres organismes.

CHAPITRE IX.

Conférences

Article 41.

L'Assemblée de la santé ou le Conseil peut convoquer des conférences locales, générales, techniques oudetout autre caractére spécial pour étudier telle question rentrant dans la compétence de l'Organisation et assurer la représentation à ces conférences d'Organisations internationales et, avec le consentement des gouvernement intéressés, d'organisations nationales, les unes ou les autres pouvant être de caractère gouvernemental ou non. Les modalités de cette représentation sont fixées par l'Assemblée de la santé ou le Conseil.

Article 42.

Le Conseil pourvoit à la représentation de l'Organisation dans les conférences où il estime que celle-ci posséde un intérêt.

CHAPITRE X.

Siège

Article 43.

Le lieu du siège de l'Organisation sera fixé par l'Assemblée de la santé, aprés consultation des Nations Unies.

CHAPITRE XI.

Arrangements Régionaux

Article 44.

(a) L'Assemblée de la santé de temps en temps détermine les régions géographiques où il est désirable d'établir une organisation régionale.

(b) L'Assemblée de la santé peut, avec le consentement de la majorité des Etats Membres situés dans chaque région ainsi déterminée,établir une organisation pour répondre aux besoins particuliers de cette région. In ne pourra y avoir plus d'une Organisation régionale dans chaque région.

Article 45.

Chacune des organisations régionales sera partie intégrante de l'Organisation, en conformité avec la présente Constitution.

Article 46.

Chacune des organisations régionales comporte un comité régional et un bureau régional.

Article 47.

Les comités régionaux sont composés de représentants des Etats Membres et des membres associés de la région en question. Les territoires ou groupes de territoires d'une région n'ayant pas la responsabilité de la conduite de leurs relations internationales et qui ne sont pas des membres associés, ont le droit d'être représentés à ces comités régionaux et d'y participer. La nature et l'étendue des droits et des obligations de ces territoires ou groupes de territoires vis-à-vis des comités régionaux seront fixées par l'Assemblée de la santé, en consultation avec l'Etat Membre ou tout autre autorité ayant la responsabilité de la conduite des relations internationales de ces territoires et avec les Etats Membres de la région.

Article 48.

Les comités régionaux se réunissent aussi souvent qu'il est necessaire et fixent le lieu de chaque réunion

Article 49.

Les comités régionaux adoptent leur propre réglement.

Article 50.

Les fonctions du comité régional sont les suivantes:

(a) formuler des directives se rapportant à des questions d'un caractére exclusivement régional;

(b) controler les activités du bureau régional;

(c) proposer au bureau régional la réunion de conférences techniques ainsi que tout travail ou toute recherche additionnels sur des questions de santé, quide l'avis du comité régional seraient susceptibles d'atteindre le but poursuivi par l'Organisation dans la région;

(d) coopérer avec les comités régionaux respectifs des Nations Unies et avec ceux d'autres institutions spécialisées ainsi qu'avec d'autres organisations internationales régionales possédant avec l'Organisation des intérêts communs;

(e) fournir des avis à l'Organisation, par l'intermédiaire du Directeur général, sur les question inter-

nationales de santé d'une importance débordant le cadre de la région;

(f) recommander l'affectation de crédits régionaux supplémentaires par les gouvernements des régions respectives, si la part du budget central de l'Organisation, allouée à cette région, est insuffisante pour l'accomplissement des fonctions régionales;

(g) toutes autres fonctions pouvant être déléguées au comité régional par l'Assemblée de la santé, le Conseil ou le Directeur général.

Article 51.

Le bureau régional, placé sous l'autorité générale du Directeur général de l'Organisation, est l'organe administratif du comité régional. Il doit, en outre, exécuter dans les limites de la région, les decisions de l'Assemblée de la santé et du Conseil.

Article 52.

Le chef du bureau régional est le Directeur régional nommé par le Conseil en accord avec le comité régional.

Article 53.

Le personnel du bureau régional est nommé conformément aux régles qui seront fixées dans un arrangement entre le Directeur général et le Directeur régional.

Article 54.

L'Organisation sanitaire panaméricaine, représentée par le Bureau sanitaire panaméricain et les Conférences sanitaires panaméricaines, et toutes autres organisations régionales intergouvernementales de santé existant avant la date de la signature de cette Constitution, seront intégrées en temps voulu dans 'Organisation. Cette intégration s'effectuera dès que possible par une action commune basée sur le consentement mutuel des autorités compétentes exprimé par les organisations intéressées.

CHAPITRE XII.

Budget et Dépenses

Article 55.

Le Directeur général prépare et soumet au Conseil les prévisions budgétaires annuelles de l'Organisation Le Conseil examine ces provisions budgétaires et les soumet à l'Assemblée de la santé, en les accompagnant de telles recommandations qu'il croit opportunes.

Article 56.

Sous réserve de tel accord entre l'Organisation et les Nations Unies, l'Assemblée de la santé examine et approuve les prévisions budgétaires et effectue la répartition des dépences parmi les Etats Membres conformément au baréme qu'elle devra arrêter.

Article 57.

L'Assemblée de la santé ou le Conseil, agissant au nom de l'Assemblée de la santé, ont pouvoir d'accepter et d'administrer des dons et legs faits à l'Organisation, pourvu que les conditions attachées à ces dons ou legs paraissent acceptables à l'Assemblée de la santé ou au Conseil et cadrent avec les buts et la politique de l'Organisation.

Article 58.

Un fonds spécial, dont le Conseil disposera à sa discrétion, sera constitué pour parer aux cas d'urgence et à tous évenements imprévus.

CHAPITRE XIII.

Vote

Article 59.

Chaque Etat Membre aura droit à une voix dans l'Assemblée de la santé.

Article 60.

(a) Les décisions de l'Assemblée de la santé à prendre sur des questions importantes sont acquises à la majorité des deux tiers des Etats Membres présents et votants.

Ces questions comprennent: l'adoption de conventions ou d'accords; l'approbation d'accords liant l'Organisation aux Nations Unies, aux organisations et institutions intergouvernementales, en application des articles 69, 70 et 72; les modifications à la présente Constitution.

(b) Les désisions sur d'autres questions, y compris la fixation de catégories additionnelles de questions devant être décidées par une majorité des deux tiers sont prises à la simple majorité des Etats Membres présents et votants.

(c) Le vote, au sein du Conseil et des comités de l'Organisation sur des questions de nature similaire s'effectuera conformément aux disposi tons des paragraphes (a) et (b) du présent article.

CHAPITRE XIV.

Rapports soumis par les Etats

Article 61.

Chaque Etat Membre fait rapport annuellement à l'Organisation sur les mesures prises et les progrès réalisés pour améliorer la santé de la population.

Article 62.

Chaque Etat Membre fait rapport annuellement sur les mesures prises en exécution des recommandations que l'Organisation lui aura faites et en observation des conventions, accords et réglements.

Article 63.

Chaque Etat Membre communique rapidement à l'Organisation les lois, réglements, rapports officiels et statistiques importants concernant la santé et publiés dans cet Etat.

Article 64.

Chaque Etat Membre fournit les rapports statistiques et épidémiologiques selon des modalités à déterminer par l'Assemblée de la santé.

Article 65.

Sur requête du Conseil, chaque Etat Membre doit transmettre, dans la mesure du possible, toutes informations supplémentaires se rapportant à la santé.

CHAPITRE XV.

Capacité Juridique, Privilèges et Immunités

Article 66.

L'Organisation jouira dans le territoire de chaque Etat Membre, de la capacité juridique necesiaire pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

Article 67.

(a) L'Organisation jouira sur le territoire de chaque Etat Membre des privilèges et immunités nécessaires pour atteindre son but et excercer ses fonctions.

(b) Les représentants des Etats Membres, les personnes désignées pour faire partie du Conseil et le personnel technique et administratif de l'Organisation jouiront également des privilèges et immunités nécessaires au libre exercice de leurs fonctions se rapportant à l'Organisation.

Article 68.

Cette capacité juridique, ces privilèges et immunités seront déterminés dans un arrangément séparé lequel devra être préparé par l'Organisation, en accord avec le Secrétaire général des Nations Unies, et sera conclut entre les Etats Membres.

CHAPITRE XVI.

Relations avec d'autres Organisations

Article 69.

L'organisation est rattachée aux Nations Unies

comme une des institutions spécialisées prevues par l' Article 57 de la charte des Nations Unies. Le on les accords établissant les rapports de l'Organisation avec les Nations Unies doivent être approuvées à la majorité des deux tiers de l'Assemblée de la santé.

Article 70.

L' Organisation doit établir dés relations effectives et coopérer étroitement avec telles autres organisations intergouvernementales jugées souhaitables. Tout accord officiel conclu avec ces organisations doit être approuvé à la majorité des deux tiers de l'Assemblée de la santé.

Article 71.

L'Organisation peut, en ce qui concerne les questions de son ressort prendre toutes dispositions convenables pour se concerter et coopérer avec des organisations internationales non-gouvernementales, et, avec l' approbation du gouvernement intéressé, avec des organisations nationales, gouvernementales, ou non-gouvernementales.

Article 72.

Sous réserve de l'approbation des deux tiers de l' Assemblée de la santé, l'Organisation peut reprendre à d'autres organisations ou institutions internationales, dont les buts et les activités rentrent dans le domaine de la compétence de l'Organisation, telles fonctions, ressources et obligations dont ladite Organisation serait chargée aux termes d'un accord international ou aux termes d'arrangements acceptables pour les deux parties et passés entre les autorités compétentes des organisations respectives.

CHAPITRE XVII.

Amendements

Article 73.

Les textes des amendements proposés à cette Constitution seront communiqués par le Directeur général aux Etats Membres six mois au moins avant quies ne soient examinés par le Assemblée de la santé.

Les amendements entreront en vigueur à l'égard de tous les Etats membres lorsqu'ils auront été adoptés par les deux tiers de l'Assemblée de la santé et acceptés par les deux tiers des Etats Membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

CHAPITRE XVIII.

Interprétation.

Article 74.

Les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe de cette Constitution sont considérés comme également authentiques.

Article 75.

Toute question ou différend concernant l'Interp étation ou l'application de cette Constitution, qui'n'aura pas été réglé par voie de négociation ou par l'Assemblée de la santé, sera déféré par les parties à la Cour Internationale de Justice conformément au statut de ladite Cour, à moins que les parties interessées ne conviennent d'un autre mode de réglement.

Article 76.

Sous le couvert de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies ou sous le couvert de l'autorisation résultant de tout accord entre l'Organisation et les Nations Unies, l'Organisation pourra demander à la Cour internationale de justice un avis consultatif sur toute question juridique éventuelle du ressort de l'Organisation.

Article 77.

Le directeur général peut représenter devant la Cour l'Organisation dans toute procédure se rapportant à toute demande d'avis consultatif. Il devra prendre les dispositions nécessaires pour soumettre l'affaire à la Cour, y compris celles nécessaires à l'exposé des arguments se rapportant aux vues différentes exprimées sur la question.

CHAPITRE XIX

Entrée en Vigueur

Article 78.

Sous réserve des dispositions du Chapitre III, cette Constitution demeurera ouverte à signature ou acceptation à tous les Etats.

Article 79.

(a) Les Etats pourront devenir parties à cette Constitution par :

(I) la signature, sans réserve d'approbation

(II) la signature sous réserve d'approbation suivie de l'acceptation ;

(III) l'acceptation pure et simple.

(b) l'acceptation deviendra effective par le depôt d'un instrument officiel entre les mains du Secrétaire général des Nations Unies.

Article 80.

Cette Constitution entrera en vigueur lorsque vingt-six Etats Membres des Nations Unies en seront devenus parties, conformément aux dispositions de l'article 79.

Article 81.

Conformément à l'article 102 de la Chatre des Nations Unies, le Secrétaire général des Nations Unies enregistrera cette Constitution lorsqu' elle aura été signée sans réserve d'approbation par un Etat ou au moment du depôt du premier instrument d'acceptation.

Article 82.

Le Secrétaire genéral des Nations Unies informera les Etats parties à cette Constitution de la date de son entrée en vigueur. Il les informera également des dates auxquelles d'autres Etats deviendront parties à cette Constitution.

Article 83.

Les textes originaux seront déposés dans les archives des Nations Unies. Le Secrétaire général des Nations Unies délivrera des copies certifiées conformes à chacun des gouvernements représentés à la Conférence.

En foi de quoi les Représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, signent la présente Constitution.

Fait en la ville de New-York, ce vingt-deux juillet 1946, en un seul original établi en langues anglaise, chinoise, espaniole, française et russe, chaque texte étant également authentique.

ACCORD CONCLU PAR LES GOUVERNEMENTS représentés à la conference internationale de la santé qui à eu lieu a New-York du 19 Juin au 22 Juillet 1946.

Les Gouvernements représentés à la Conférence internationale de la santé, convoquée le 19 Juin 1946 à New-York par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

Ayant décidé de créer une organisation internationale qui prendra le nom d'Organisation mondiale de la santé.

Ayant adoptè ce jour un texte de constitution de l'Organisation mondiale de la santé, et

Ayant décidé de créer, en attendant l'entrée en vigueur de la constitution et la creation de l' Organisation mondiale de la santé, telle quelle est prévue dans la Constitution, une commission intérimaire.

Décident ce qui ésuit :

I. Il est créé, par la présente une commission intérimaire de l'Organisation mondiale de la santé,composée de dix-huit membres qui seront désignés par les Etats suivants :

Australie, Brésil, Canada, Chine, Egypte, Etats-Unis, France, Indes, Libérie, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Rouyaume-Uni, R. S. S. d'Ucraine, Urss, Vénézuéla, Yougoslavie. Chacun de de ces Etats désignera pour siéger à la commission intérimaire une personnalité techniquement qualifiée dans les questions de santé, et qui pourra être accompagnée de suppléants et de conseillers.

2. La Commission intérimaire aura pour fonctions.:

a) de convoquer la première session de l'Assemblée mondiale de la santé aussitôt que possible, et six mois au plus tard après la date de l'entée en vigueur de la Constitution de l'organisation;

b) de préparer et de soumettre aux signataires de cet accord, six semaines au moins avant la première session de l'Assemblée mondiale de la santé l'ordre du jour provisoire de cette session ainsi que les documents et les recommandations nécessaires s'y rapportant, notamment:

(i) les propositions relatives au programme de travail et au budget de l'organisation, pour la prémière année;

(ii) des études portant sur le lieu d'établissement du siège de l'organisation;

(iii) des études concernant la détermination des régions géographiques en vue de la création on eventuelle des organisations régionales envisagées dans le Chapitre XI de la Constitution et qui tiendront dûment compte des points de vue des gouvernements interessés, et

(iv) un projet de réglement financier et de statut du personnel pour approbation par l'Assemblée générale.

Pour la mise en oeuvre des dispositions de ce paragraphe, il y aura lieu d'accorder une attention particulière aux délibérations de la Conférence internationale de la santé.

c) entamer des négociations avec l'organisation des Nations Unies en vue de préparer un ou plusieurs accords, ainsi qu'il est prévu à l'article 57 de la Charte des Nations Unies et à l'article 69 de la Constitution. Cet accord, ou ces accords devront;

i) prévoir une collaboration effective entre les deux organisations dans la poursuite de leur but commun;

ii) faciliter, conformément à l'article 58 de la chartre la coordination de la politique générale et de l'activité de l'organisation avec celles d'autres institutions spécialisées; et

iii) en même temps reconnaitre l'autonomie de l'organisation dans le domaine de sa compétence, tel qu'il est défini dans sa Constitution;

d) prendre toutes les mesures nécessaires en vue de procéder au transfert, à la Commission intérimaire, des fonctions, activités et avoirs de l'organisation d'hygiène de la Société des Nations qui ont été assignés jusqu'-ici à l'organisation des Nations Unies;

e) Prendre toutes mesures nécessaires, conformément aux dispositions du protocole, signé le 22 juillet 1946, concernant l'Office international d'hygiène publique, pour le transfert à la Commission intérimaire des charges et des fonctions de l'office, et prendre l'initiative de toutes mesures nécessaires en vue de faciliter le transfert de l'actif et du passif de l'Office à l'organisation mondiale de la santé, lorsque l'accord de Rome de 1907 arrivera à expiration;

f) prendre toutes les mesures nécessaires en vue de permettre à la Commission intérimaire d'assumer les charges et les fonctions confiées à l'Unrra par la Convention sanitaire internationale de 1944, modifiant la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, le protocole prolongeant la Convention sanitaire internationale de 1944. La Convention sanitaire internationale de Navigation aérienne de 1944 modifiant la Convention sanitaire internationale de Navigation érienne du 12 avril 1933 et le protocole prologeant la Convention sanitaire internationale de Navigation aérienne de 1944;

g) conclure les accords nécessaires avec l'organisation sanitaire panaméricaine et les autres organisations régionales i tergouvernementales de santé existantes, en vue de donner effet à l'article 54 de la Constitution, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée de la santé;

h) établir des relations effectives et entamer des négociations en vue de conclure des accords avec d'autres organisations intergouvernementales, tel qu'il est prévu à l'article 70 de la Constitution;

i) étudier la question des relations avec les organisations internationales non gouvernementales et avec les organisations nationales, conformément à l'article 61 de la Constitution, et de prendre des dispositions provisoires lui permettant d'entrer en rapport avec telles organisations que la Commission intérimaire jugera opportun de consulter et avec lesquelles elle estimera souhaitable de collaborer;

j) entreprendre les premiers préparatifs en vue de la révision, l'unification et le renforcement des conventions sanitaires internationales existantes;

k) étudier l'ensemble de l'organisation existante et entreprendre les travaux préparatoires qui peuvent être nécessaires;

(i) en vue de la prochaine révision décennale des »listes internationales des causes de décès»(y compris les listes adoptées conformément à l'accord international de 1934 ayant trait aux statistiques des causes de décès), et

(ii) de l'établissement des listes internationales des causes de maladies;

l) établir une liaison effective avec le Conseil économique et social et celles de ses commissions avec lesquelles il apparaitra utile de le faire, en particulier avec la Commission des stupéfiants;

m) examiner tous les problèmes de santé urgents que les gouvernements pourront lui signaler, donner des conseils techniques à leur sujet, attirer l'attention des gouvernements et des organisations, succeptibles d'apporter leur concours, sur les besoins urgents en ce qui concerne la santé et prendre toutes les mesures désirables afin de coordonner l'assistance que ces gouvernements et ces organisations sont succeptibles d'apporter.

3. La Commission intérimaire peut créer les comités techniques qu'elle estime désirables.

4. La Commission intérimaire élit son président et son bureau, adopte son propre réglement et consulte toutes personnes susceptibles de faciliter son travail.

5. La Commission intérimaire désigne un secrétaire exécutif lequel:

a) est le plus haut fonctionnaire technique et administratif;

b) est, de droit, secrétaire de la Commission intérimaire et de tous les comités crées par elle;

c) a accés directement auprés des administrations nationales de santé selon des modalités que peuvent agréer les gouvernements intéressés;

d) remplit toutes autres fonctions et charges que la Commission interimaire pourra fixer.

6. Dans les limites de l'autorisation générale donnée par la Commission intérimaire, le secrétaire exécutif nomme le personnel technique et administratif nécessaire. En procédant à ces nominations, il prend en considération les principes contenus dans l'article 35 de la Constitution. Il tiendra compte, en outre de

jait qu'il est désirable de nommer le personnel disponible choisi parmi les fonctionnaires de l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations, de l'office international d'hygiène et de la Division de la santé de l'Unrra. Il peut nommer des fonctionnaires et des spécialistes mis à sa disposition par les gouverrements. En attendant d'avoir pu recruter et organiser son personnel, il peut recevoir toute aide technique et administrative que le Secrétaire général des Nations Unies est en mesure de lui fournir.

7. La Commission intérimaire tiendra sa première séance à New - York immédiatement après sa création et se réunira par la suite aussi souvent que nécessaire mais au moins une fois tous les quatre mois. A chaque réunion, la Commission interimaire détermine le lieu de sa prochaine session.

8. Les dépenses de la Commission interimaire sont ouvertes au moyen de fonds fournis par les Nations Unies et la Commission interimaire prendra dans ce but les dispositions nécessaires avec les autorités compétentes des Nations Unies. Dans le cas où ces fonds seraient insuiffisants, la Commission intérimaire pourra accepter des avances des gouvernements. Ces avances pourront être effectuées sur les contributions des gouvernements appartenant à l'Organisation.

9. Le secretaire exécutif est chargé de préparer et la Commission intérimaire de réviser et d'approuver les prévisions budgétaires:

a) afférentes à la période allant de la création de la Commission intérimaire jusqu'au I décembre 1946, et

b) afférentes aux périodes ultérieures pour lesquelles il y aurait lieu de le faire.

10. La Commission intérimaire soumettra un rapport sur son activité à l'Assemblée de la santé lors de sa première session.

11. La Commission intérimaire cessera d'exister en vertu d'une résolution de l'Assemblée de la santé lors de sa première session, époque à laquelle les biens et les archives de la Commission intérimaire ainsi que cette partie de son personnel jugée nécessaire seront transférés à l'organisation.

12. Cet arrangement entrera en vigueur pour les signataires à la date de ce jour.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, signent le présent arrangement en langues anglaise, chinoise, espagnole, française, et russe, tous ces textes étant également authentiques.

Signé en la ville de New-York ce vingt-deux Juillet 1946.

ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΙΣ ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΝΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ ΥΓΕΙΑΣ

Ἡ Διεθνὴς Συνδιάσκεψις Ὑγείας, ἥτις ἐπεφορτίσθη νὰ ἱδρύσῃ Διεθνῆ Ὀργάνωσιν Ὑγείας, συνεκλήθη ὑπὸ τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τῆς κάτωθι 15 Φεβρουαρίου 1946 ἀποφάσεως αὐτοῦ.

»Τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον, λαβὸν ὑπ' ὄψει τὴν προταθεῖσαν ὑπ' ἀμφοτέρων τῶν Ἀντιπροσωπειῶν Βραζιλίας καὶ Κίνας εἰς Ἅγιον Φραγκῖσκον δήλωσιν καὶ ἐγκριθεῖσαν ὁμοφώνως, ἀφορῶσαν Διεθνῆ Συνδιάσκεψιν Δημοσίας Ὑγείας καὶ ἔχον ὑπ' ὄψιν ὅτι Διεθνὴς δρᾶσις ἐπιβάλλεται ἐπειγόντως ἐν τῷ πεδίῳ τῆς Δημοσίας Ὑγείας.

1. Ἀποφασίζει τὴν σύγκλησιν Διεθνοῦς Συνδιασκέψεως ἐπιφορτισμένης ὅπως μελετήσῃ τὴν ἔκτασιν καὶ τὸν μηχανισμὸν τῆς ἀναληφθησομένης Διεθνοῦς δράσεως ἐν τῷ πεδίῳ τῆς Δημοσίας Ὑγείας, ὡς καὶ τὰς προτάσεις περὶ ἱδρύσεως μιᾶς μόνης Διεθνοῦς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Δημοσίαν Ὑγείαν.

2. Παρακαλεῖ τὰ μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅπως ἀντιπροσωπευθῶσιν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν δι' ἐμπειρογνωμόνων ἐπὶ τῶν ζητημάτων δημοσίας ὑγείας.

Συνιστᾶ Προπαρασκευαστικὴν Τεχνικὴν Ἐπιτροπὴν ἐπιφορτισμένην μὲ τὴν μελέτην ἡμερησίας διατάξεως καὶ προτάσεων αἵτινες θέλουσιν ὑποβληθῆ ὑπὸ τὴν κρίσιν τῆς Συνδιασκέψεως καὶ διορίζει πρὸς σύστασιν τῆς Ἐπιτροπῆς αὐτῆς, τοὺς κάτωθι ἀναφερομένους ἐμπειρογνώμονας ἢ τοὺς ἀναπληρωτὰς αὐτῶν.

1. Δρ. Gregorio Bermann (Ἀργεντινή).
2. Δρ. Renè Sand (Βέλγιον).
3. Δρ. Geraldo H. de Paula Souza (Βραζιλία)
4. Major Genéral G. B. Chisholm (Καναδᾶς)
5. Δρ. P. Z. King (Κίνα) Ἀναπληρωτὴς : Δρ. Szeming Sze).
6. Δρ. Joseph Cancik (Τσεχοσλοβακία).
7. Δρ. Aly Tewfik Shousha Pacha (Αἴγυπτος)
8. Δρ. A. Cavaillon (Γαλλία) Ἀναπληρωτής : Δρ. Leclainche)
9. Δρ. Κοπανάρης (Ἑλλὰς)
10. Major C. Mani (Ἰνδίαι) (Ἀναπληρωτής : Δρ. Chuni Lal Katial).
11. Δρ. Manuel Martinez Baez (Μεξικὸν)
12. Δρ. Karl Evang (Νορβηγία)
13. Δρ. Martin Kacprzak (Πολωνία)
14. Sir Wilson Jameson (Ἡνωμένον Βασίλειον) (Ἀναπληρωτὴς : Δρ. Melville Mackenzie).
15. Γενικὸς Ἀρχίατρος Thomas Parran (Ἡνωμένai Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς) Ἀναπληρωτής : Δρ. James A. Doull)
16. Δρ. Andrija Stampar (Γιουγκοσλαυία)

καὶ ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα οἱ ἀντιπρόσωποι τοῦ Παναμερικανικοῦ Ὑγειονομικοῦ Γραφείου, τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Δημοσίας Ὑγείας, τῆς Ὀργανώσεως Ὑγιεινῆς τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν καὶ τοῦ Ὀργανισμοῦ Περιθάλψεως καὶ ἀποκαταστάσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

4. Προσκαλεῖ τὴν Τεχνικὴν Προπαρασκευαστικὴν Ἐπιτροπὴν ὅπως συνέλθῃ εἰς Παρισίους, τὴν 15 Μαρτίου 1946, τὸ ἀργότερον καὶ ὅπως ὑποβάλῃ τὴν ἔκθεσιν αὐτῆς (περιλαμβάνουσαν τὴν ἀναφερομένην ἡμερησίαν διάταξιν) ὡς καὶ προτάσεις εἰς τὰ Μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὸ Συμβούλιον τὴν 1ην Μαΐου 1946 τὸ ἀργότερον.

5. Ἀποφασίζει ὅπως αἱ παρατηρήσεις, τὰς ὁποίας θὰ ἠδύνατο νὰ διατυπώσῃ κατὰ τὴν δευτέραν αὐτοῦ σύνοδον ἐπὶ τῆς ἐκθέσεως τῆς Τεχνικῆς Προπαρασκευαστικῆς Ἐπιτροπῆς ἀνακοινωθῶσιν εἰς τὴν προβλεπομένην Διεθνῆ Συνδιάσκεψιν.

6) Ἐπιφορτίζει τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὅπως συγκαλέσῃ τὴν Συνδιάσκεψιν τὴν 20 Ἰουνίου 1946 τὸ ἀργότερον καὶ ἐκλέξῃ τὸν τόπον συνεδριάσεως ἐν συνεννοήσει μετὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Συμβουλίου.

Δήλωσις συγκλήσεως τῆς Διεθνοῦς Συνδιασκέψεως τῆς Ὑγείας ἐνεκρίθη ὁμοφώνως εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐπὶ τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως τοῦ Ἁγίου Φραγκίσκου.

Ἡ Διεθνὴς Συνδιάσκεψις τῆς Ὑγείας συνῆλθεν ἐν τῇ πόλει τῆς Νέας Ὑόρκης ἀπὸ τῆς 19 Ἰουνίου μέχρι τῆς 22 Ἰουλίου 1946.

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν κατωτέρω Κρατῶν ἀντεπροσωπεύθησαν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν δι' ἀντιπροσώπων.

Σαουδικὴ Ἀραβία.
Ἀργεντινή.
Αὐστραλία.
Βέλγιον.

Βολιβία.
Βραζιλία.
Καναδᾶς.
Χιλή.
Κίνα.
Κολομβία.
Κόστα—Ρίκα.
Κούβα.
Δανιμαρκία.
'Ισημερινός.
Αἴγυπτος.
'Ηνωμέναι Πολιτεῖαι, τῆς 'Αμερικῆς.
Αἰθιοπία.
Γαλλία.
'Ελλάς.
Γουατεμάλα.
Χαϊτή.
Χοντουρᾶς.
'Ινδίαι.
'Ιράν.
'Ιράκ.
Λίβανος.
Λιβερία.
Λουξεμβοῦργον.
Μεξικόν.
Νικαράγουα.
Νορβηγία.
Νέα Ζηλανδία
Παναμᾶς.
Παραγουάη.
Κάτω Χῶραι.
Περού.
Πολωνία.
'Ηνωμένον Βασίλειον.
Δομινιακὴ Δημοκρατία
Δημοκρατία τῶν Φιλιππίνων
Σοβιετ. Σοσιαλ. Δημοκρατία Λευκορωσσία
Σοβιετ. Σοσιαλ. Δημοκρατία Οὐκρανία
Σαλβαντόρ
Συρία.
Τσεχοσλοβακία
Τουρκία.
Νοτιο-'Αφρικανικὴ "Ενωσις
"Ενωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλ. Δημοκρατιῶν
Οὐραγουάη
Βενεζουέλα

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν κάτωθι Χωρῶν ἀντεπροσωπεύθησαν διὰ παρατηρητῶν

Γιουγκοσλαυία
'Αλβανία.
Αὐστρία.
Βουλγαρία.
Eire
Φιλανδία
Οὐγγαρία.
'Ισλανδία.
'Ιταλία.
Πορτογαλλία
Σιὰμ.
Σουηδία.
'Ελβετία.
'Υπεριορδανία

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν κάτωθι Χωρῶν προσεκλήθησαν ὅπως ἀποστείλουν παρατηρητάς, ἀλλὰ δὲν ἀντεπροσωπεύθησαν.

'Αφγανιστάν,
Ρουμανία,
Υέμεν.

Αἱ συμμαχικαὶ 'Αρχαὶ ἐλέγχου διὰ τὴν Γερμανίαν, τὴν 'Ιαπωνίαν καὶ τὴν Κορέαν ἀντεπροσωπεύθησαν ὑπὸ παρατηρητῶν.

Αἱ κάτωθι Διεθνεῖς 'Οργανώσεις ἀντεπροσωπεύθησαν ὑπὸ παρατηρητῶν.

'Οργάνωσις Τροφῶν καὶ Γεωργίας τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.
Διεθνὴς 'Οργάνωσις 'Εργασίας.
Σύνδεσμος 'Ερυθρῶν Σταυρῶν.
Διεθνὲς Γραφεῖον Δημοσίας Ὑγιεινῆς.
Παναμερικανικὸν Ὑγειονομικὸν Γραφεῖον.
Προσωρινὴ Διεθνὴς 'Οργάνωσις Πολιτ. 'Αεροπορίας
'Οργάνωσις Ροκφέλλερ.
'Εκπαιδευτική, 'Επιστημονικὴ καὶ Πνευματικὴ 'Οργάνωσις 'Ηνωμ. 'Εθνῶν, 'Οργάνωσις Περιθάλψεως καὶ ἀποκαταστάσεως 'Ηνωμένων 'Εθνῶν (ΟΥΝΡΡΑ).
Παγκόσμιος 'Ομοσπονδία 'Εργατικῶν Σωματείων.

'Η Συνδιάσκεψις εἶχεν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῆς καὶ ἐχρησιμοποίησεν ὡς βάσιν συζητήσεως τὰς προτάσεις περὶ ἱδρύσεως Παγκοσμίου 'Οργανώσεως 'Υγείας καὶ τὰς υἱοθετηθείσας ἀποφάσεις ὑπὸ τῆς Τεχνικῆς Προπαρασκευαστικῆς 'Επιτροπῆς τῶν ἐμπειρογνωμόνων. 'Η 'Επιτροπὴ εἶχε συσταθῇ συμφώνως πρὸς τὴν ἀπὸ 16 Φεβρουαρίου 1946 ἀπόφασιν τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου. 'Η Συνδιάσκεψις ἐπελήφθη ὡσαύτως ἀριθμοῦ τινὸς προτάσεων ὑποβληθεισῶν ὑπὸ Κυβερνήσεων καὶ διαφόρων 'Οργανώσεων.

'Εκ τῶν συζητήσεων τῆς Συνδιασκέψεως, κατοχυρωθεισῶν εἰς τὰ Πρακτικὰ καὶ τὰς ἐκθέσεις τῶν οἰκείων 'Επιτροπῶν καὶ 'Υποεπιτροπῶν, ὡς καὶ εἰς τὰ τοιαῦτα τῶν συνόδων τῆς ὁλομελείας, προῆλθον αἱ κάτωθι πράξεις αἵτινες ὑπεγράφησαν κεχωρισμένως.

'Ο Καταστατικὸς Χάρτης τῆς Παγκοσμίου 'Οργανώσεως τῆς Ὑγείας. 'Η συμφωνία περὶ ἱδρύσεως Προσωρινῆς 'Επιτροπῆς τῆς Παγκοσμίου 'Οργανώσεως τῆς Ὑγείας.

Τὸ πρωτόκολλον περὶ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Δημοσίας Ὑγιεινῆς.

'Η Συνδιάσκεψις υἱοθέτησε τὴν κάτωθι ἀπόφασιν:

»'Η Συνδιάσκεψις ἔλαβε μεθ' ἱκανοποιήσεως γνῶσιν τῶν ἤδη γενομένων διαβημάτων ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἐξασφαλισθῶσιν τὰ ἀναγκαῖα μέσα τὰ ἐπιτρέποντα τὴν συνέχισιν τῆς δράσεως, δι' ἧς ἐξακολουθεῖ νὰ εἶναι ἐπιφορτισμένη ἡ 'Οργάνωσις Ὑγιεινῆς τῆς Κοινωνίας τῶν 'Εθνῶν, τοιαύτης συστάσεως γενομένης, διὰ τῆς ἀπὸ 5 'Απριλίου 1946 ἀποφάσεως τῆς Τεχνικῆς Προπαρασκευαστικῆς 'Επιτροπῆς, καὶ ζητεῖ παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, ἵνα ἀποφευχθῇ ἡ σύγχρονος ἄσκησις καθηκόντων, ὅπως προβῇ εἰς τὰ δέοντα διὰ τὴν μεταβίβασιν, ὡς τοῦτο καταστῇ δυνατὸν εἰς τὴν Προσωρινὴν 'Επιτροπὴν τῆς Παγκοσμίου 'Οργανώσεως τῆς Ὑγείας τῶν καθηκόντων ἐκείνων τῆς 'Οργανώσεως Ὑγιεινῆς τῆς Κοινωνίας τῶν 'Εθνῶν, ἅτινα ἀνελήφθησαν ὑπὸ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι ἀντιπρόσωποι ὑπογράφουσι τὴν παροῦσαν τελικὴν πρᾶξιν.

'Εγένετο ἐν τῇ πόλει τῆς Νέας Ὑόρκης τὴν 22 'Ιουλίου 1946, εἰς ἓν πρωτότυπον εἰς τὴν 'Αγγλικήν, Σινικήν, 'Ισπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικὴν γλῶσσαν, ἑκάστου κειμένου ὄντος ἐξ ἴσου αὐθεντικοῦ.

Τὰ πρωτότυπα κείμενα θὰ κατατεθῶσιν εἰς τὰ 'Αρχεῖα τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν. 'Ο Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν θὰ ἀποστείλῃ ἀντίγραφα κεκυρωμένα εἰς ἑκάστην Κυβέρνησιν ἀντιπροσωπευθεῖσαν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν.

ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΣ ΧΑΡΤΗΣ

Τῆς Παγκοσμίου 'Οργανώσεως Ὑγείας

Τὰ μετέχοντα εἰς τὸν Καταστατικὸν τοῦτον Χάρτην Κράτη δηλοῦσιν, ἐν συμφωνίᾳ πρὸς τὸν Χάρτην τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, ὅτι αἱ κάτωθι ἀρχαὶ ἀποτελοῦσι τὰς βάσεις

τῆς εὐτυχίας τῶν λαῶν, τῶν ἁρμονικῶν αὐτῶν σχέσεων καὶ τῆς ἀσφαλείας των.

Ἡ ὑγεία εἶναι κατάστασις πλήρους σωματικῆς εὐεξίας πνευματικῆς καὶ κοινωνικῆς τοιαύτης, δὲν συνίσταται δὲ μόνον εἰς τὴν μὴ ὕπαρξιν ἀσθενείας ἢ ἀναπηρίας.

Ἡ καλυτέρα κατάστασις ὑγείας τὴν ὁποίαν εἶναι ἱκανὸν νὰ ἀποκτήσῃ πᾶν ἀνθρώπινον ὄν, ἀποτελεῖ ἓν ἐκ τῶν θεμελιωδῶν δικαιωμάτων αὐτοῦ, ἀδιακρίτως φυλῆς, θρησκεύματος, πολιτικῶν πεποιθήσεων, οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς καταστάσεως.

Ἡ ὑγεία ὅλων τῶν λαῶν εἶναι θεμελιώδης προϋπόθεσις τῆς Παγκοσμίου εἰρήνης καὶ ἀσφαλείας· αὕτη ἐξαρτᾶται ἐκ τῆς στενωτάτης συνεργασίας ἀτόμων καὶ Κρατῶν.

Τὰ ἐπιτυγχανόμενα ἀποτελέσματα ὑπὸ ἑκάστου Κράτους ἐν τῇ βελτιώσει καὶ τῇ προασπίσει τῆς ὑγείας εἶναι πολύτιμα δι' ὅλους.

Ἡ ἀνισότης τῶν διαφόρων χωρῶν ὅσον ἀφορᾷ τὴν βελτίωσιν τῆς ὑγείας καὶ τὴν καταπολέμησιν τῶν ἀσθενειῶν, ἰδία τῶν μεταδοτικῶν τοιούτων, ἀποτελεῖ κίνδυνον δι' ὅλους.

Ἡ ὑγιεινὴ ἀνάπτυξις τοῦ παιδίου εἶναι πρωταρχικῆς σημασίας. Ἡ ἱκανότης ζωῆς ἐν ἁρμονίᾳ μετὰ περιβάλλοντος ἐν πλήρει μεταβολῇ εἶναι οὐσιώδης διὰ τὴν ἀνάπτυξιν ταύτην.

Ἡ παραδοχὴ ὅλων τῶν λαῶν εἰς τὰ εὐεργετήματα τῶν κεκτημένων γνώσεων ὑπὸ τῶν ἰατρικῶν, ψυχολογικῶν καὶ συγγενῶν πρὸς αὐτὰς ἐπιστημῶν εἶναι οὐσιώδης διὰ τὴν ἐπίτευξιν τοῦ ἀνωτέρου βαθμοῦ ὑγείας.

Διαπεφωτισμένη κοινὴ γνώμη καὶ ἐνεργὸς συνεργασία ἐκ μέρους τοῦ κοινοῦ τυγχάνουν πρωταρχικῆς σημασίας διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς ὑγείας τῶν πληθυσμῶν.

Αἱ Κυβερνήσεις εἶναι ὑπεύθυνοι διὰ τὴν ὑγείαν τῶν λαῶν των· δὲν δύνανται αὗται νὰ ἀνταποκριθοῦν πρὸς τὰς ὑποχρεώσεις των ταύτας εἰμὴ διὰ τῆς λήψεως τῶν καταλλήλων ὑγειονομικῶν καὶ κοινωνικῶν μέτρων.

Ἀποδεχόμενοι τὰς ἀρχὰς ταύτας, τὰ συμβαλλόμενα μέρη, ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως συνεργασθῶσιν μεταξὺ αὐτῶν καὶ μεθ' ὅλων τῶν ἄλλων ἀποδέχονται τὸν καταστατικὸν τοῦτον χάρτην καὶ ἱδρύουσιν διὰ τῆς παρούσης πράξεως τὴν Παγκόσμιον Ὀργάνωσιν Ὑγείας, ὡς εἰδικευμένην ὀργάνωσιν κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 57 τοῦ χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ιον

Σκοπὸς

Ἄρθρον 1.

Σκοπὸς τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας (ἐφεξῆς ὀνομαζομένη ἡ Ὀργάνωσις) εἶναι νὰ ἐξυψώσῃ ὅλου τοὺς λαοὺς εἰς τὸ ἀνώτερον δυνατὸν ἐπίπεδον ὑγείας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙον

Λειτουργίαι

Ἄρθρον 2.

Ἡ Ὀργάνωσις, πρὸς ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ αὐτῆς, ἔχει τὰ κάτωθι καθήκοντα.

1. Νὰ ἐνεργῇ ὡς διευθύνουσα καὶ συντονίζουσα Ἀρχή, ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ὑγείας, προκειμένου περὶ ἔργων ἐχόντων Διεθνῆ χαρακτῆρα.

2. Νὰ καθορίσῃ καὶ διατηρήσῃ οὐσιαστικὴν συνεργασίαν μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων, τῶν Κυβερνητικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑγείας, τῶν ἐπαγγελματικῶν ὁμάδων, ὡς καὶ ἑτέρων ὀργανώσεων, ἡ μετὰ τῶν ὁποίων συνεργασία ἦθελε καταστῇ ἀναγκαία.

3. Νὰ βοηθῇ τὰς Κυβερνήσεις, τῇ αἰτήσει των, εἰς τὴν ἐνίσχυσιν τῶν ὑπηρεσιῶν των ὑγείας.

4. Νὰ παρέχῃ τὴν κατάλληλον τεχνικὴν ἀρωγὴν καὶ ἐν ἐπειγούσῃ περιπτώσει, τὴν ἀναγκαίαν βοήθειαν, τῇ αἰτήσει τῶν Κυβερνήσεων ἢ τῇ ἀποδοχῇ αὐτῶν.

5. Νὰ παρέχῃ τῇ αἰτήσει τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τὰς ὑγειονομικὰς ὑπηρεσίας καὶ τοιαύτας βοηθείας πρὸς εἰδικὰς ὁμάδας, ὡς οἱ πληθυσμοὶ τῶν ὑπὸ κηδεμονίαν ἐδαφῶν, καὶ νὰ συντρέχῃ εἰς τὴν παροχὴν τῶν ὑγειονομικῶν τούτων ὑπηρεσιῶν.

6. Νὰ ἱδρύῃ καὶ συντηρῇ ὑπηρεσίας διοικητικὰς καὶ τεχνικάς, αἱ ὁποῖαι ἦθελον κριθῇ ἀναγκαῖαι, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐπιδημιολογικῶν καὶ στατιστικῶν τοιούτων.

7. Νὰ ἐνισχύῃ τὴν δρᾶσιν, τὴν τείνουσαν εἰς τὴν καταστολὴν τῶν ἐπιδημικῶν, ἐνδημικῶν, καὶ ἄλλων νόσων καὶ μεριμνᾷ διὰ τὴν πρόοδον αὐτῆς.

8. Νὰ ἐνισχύῃ συνεργαζομένη ἐν ἀνάγκῃ μετ' ἄλλων εἰδικευμένων ὀργανώσεων, τὴν υἱοθέτησιν τῶν καταλλήλων μέτρων διὰ τὴν πρόληψιν τῶν ἐξ ἀτυχημάτων ζημιῶν.

9. Νὰ συντελῇ εἰς τὴν βελτίωσιν, συνεργαζομένη ἐν ἀνάγκῃ μετ' ἄλλων εἰδικευμένων ὀργανώσεων τῆς διατροφῆς, τῆς κατοικίας, τῆς ἐξυγιάνσεως, τῆς ψυχαγωγίας, τῶν οἰκονομικῶν συνθηκῶν καὶ τοιούτων ἐργασίας, ὡς καὶ ὅλων τῶν ἄλλων παραγόντων Ὑγιεινῆς τοῦ περιβάλλοντος.

10. Νὰ παρακινῇ εἰς τὴν συνεργασίαν τῶν ἐπιστημονικῶν καὶ ἐπαγγελματικῶν ὁμάδων, αἵτινες συντελοῦν εἰς τὴν πρόοδον τῆς Ὑγείας.

11. Νὰ προτείνῃ συμβάσεις, συμφωνίας καὶ κανονισμούς, προβαίνῃ εἰς συστάσεις ἀφορώσας τὰ Διεθνῆ ζητήματα ὑγείας καὶ ἐκπληροῖ τὰ καθήκοντα ἐκεῖνα, τὰ ὁποῖα ἦθελον ἐν τῷ πλαισίῳ τούτῳ ἀνατεθῇ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν καὶ θὰ ἀνταπεκρίνοντο εἰς τὸν σκοπὸν αὐτῆς.

12. Νὰ μεριμνᾷ διὰ τὴν πρόοδον ὑπὲρ τῆς ὑγείας καὶ εὐημερίας τῆς μητρὸς καὶ τοῦ παιδίου καὶ συντελῇ εἰς τὴν ἐν ἁρμονίᾳ συμβίωσιν αὐτῶν μετὰ περιβάλλοντος ἐν πλήρει ἐξελίξει.

13. Νὰ εὐνοῇ πᾶσαν ἐνέργειαν ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ψυχικῆς ὑγιεινῆς, ἰδίᾳ τὴν ἀφορῶσαν εἰς τὴν ἐγκαθίδρυσιν ἁρμονικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν ἀνθρώπων.

14. Νὰ ἐνισχύῃ καὶ καθοδηγῇ τὴν ἔρευναν ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ὑγείας.

15. Νὰ εὐνοῇ τὴν βελτίωσιν τῶν κανόνων τῆς ἐκπαιδεύσεως καὶ τῆς μορφώσεως τοῦ ὑγειονομικοῦ, ἰατρικοῦ καὶ λοιποῦ συγγενοῦς προσωπικοῦ.

16. Νὰ μελετᾷ καὶ καθιστᾷ γνωστήν, τῇ συνεργασίᾳ ἂν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, μετ' ἄλλων εἰδικευμένων ὀργανώσεων, τὴν διοικητικὴν καὶ κοινωνικὴν τεχνικήν, τὴν ἀφορῶσαν τὴν δημοσίαν ὑγιεινὴν καὶ τὴν προληπτικὴν καὶ θεραπευτικὴν ἰατρικὴν μέριμναν, συμπεριλαμβανομένων τῶν νοσηλευτικῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τῶν τοιούτων κοινωνικῆς ἀσφαλείας.

17. Νὰ παρέχῃ πᾶσαν πληροφορίαν, πᾶσαν συμβουλὴν καὶ πᾶσαν συνδρομὴν ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ὑγείας.

18. Νὰ συντελῇ εἰς τὴν διαμόρφωσιν, μεταξὺ τῶν λαῶν, διαπεφωτισμένης κοινῆς γνώμης ὅσον ἀφορᾷ τὴν ὑγείαν.

19. Νὰ καταρτίσῃ καὶ ἀναθεωρῇ, κατὰ τὰς ἀνάγκας, τὴν Διεθνῆ ὀνοματολογίαν τῶν ἀσθενειῶν, αἰτιῶν θανάτων καὶ τῶν μεθόδων δημοσίας ὑγιεινῆς.

20. Νὰ τυποποιήσῃ, ἐν ᾧ μέτρῳ τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον τὰς διαγνωστικὰς μεθόδους.

21. Νὰ ἀναπτύξῃ, καθορίσῃ καὶ ἐνθαρρύνῃ τὴν ἀποδοχὴν τῶν Διεθνῶν κανόνων, ὅσον ἀφορᾷ τὰ τρόφιμα, τὰ βιολογικά, φαρμακευτικὰ καὶ παρόμοια προϊόντα.

22. Γενικῶς νὰ λάβῃ πάντα τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα πρὸς ἐπιτέλεσιν τοῦ σκοποῦ τῆς Ὀργανώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Μέλη καὶ συνεργαζόμενα μέλη.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἀπόκτησις τῆς ἰδιότητος μέλους τῆς Ὀργανώσεως εἶναι ἐφικτὴ δι' ὅλα τὰ Κράτη.

Ἄρθρον 4.

Τὰ Κράτη μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν δύνανται νὰ ἀποβοῦν μέλη τῆς Ὀργανώσεως διὰ τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆ ἀποδοχῆς καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον, τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ Χάρτου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ

Κεφαλαίου XIX καὶ ὁμφώνως πρὸς τοὺς συνταγματικοὺς κανόνας αὐτῶν.

"Αρθρον 5.

Τὰ Κράτη τῶν ὁποίων αἱ Κυβερνήσεις προσεκλήθησαν ὅπως ἀποστείλωσι παρατηρητὰς εἰς τὴν Διεθνῆ συνδιάσκεψιν τῆς Ὑγείας, τὴν συνελθοῦσαν ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ τὸ 1946, δύνανται νὰ γίνουν μέλη διὰ τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς ἀποδοχῆς καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τοῦ Καταστατικοῦ τούτου Χάρτου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου XIX καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς συνταγματικοὺς αὐτῶν κανόνας, ἐφ' ὅσον ἡ ὑπογραφὴ ἢ ἡ ἀποδοχὴ αὐτῶν ἤθελεν ἀποβῆ ὁριστικὴ πρὸ τῆς πρώτης συνόδου τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας.

"Αρθρον 6.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ὅρων πάσης μελλούσης συμφωνίας μεταξὺ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ τῆς 'Οργανώσεως ἥτις ἤθελεν ἐγκριθῆ συμφώνως πρὸς τὸ κεφάλαιον XVI, τὰ Κράτη ἅτινα δὲν εἶναι μέλη, συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 4 καὶ 5, δύνανται νὰ ζητήσωσι νὰ γίνωσι μέλη καὶ θὰ γίνωσι δεκτά, ὑπὸ τὴν ἰδιότητά των ταύτην, ὅταν ἡ αἴτησίς των ἤθελεν ἐγκριθῆ δι' ἁπλῆς πλειοψηφίας ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας.

"Αρθρον 7.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἕν Κράτος μέλος δὲν ἐκπληροῖ τὰς οἰκονομικὰς αὐτοῦ ὑποχρεώσεις πρὸς τὴν ὀργάνωσιν ἢ εἰς περίπτωσιν ἄλλων ἐξαιρετικῶν περιπτώσεων, ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας, δύναται, ὑπὸ συνθήκας ἃς ἤθελε κρίνει ὡς σκοπίμους, νὰ ἀναστείλῃ τὰ προνόμια τὰ ἀφορῶντα τὸ δικαίωμα τῆς ψήφου καὶ τῆς ὑπηρεσίας, ὧν ἀπολαμβάνει τὸ Κράτος μέλος. 'Η Συνέλευσις τῆς ὑγείας θὰ ἔχῃ τὴν ἐξουσίαν νὰ ἀποκαταστήσῃ τὰ προνόμια ταῦτα καὶ τὰς ὑπηρεσίας.

"Αρθρον 8.

Τὰ ἐδάφη ἢ ὁμάδες ἐδαφῶν, μὴ ἔχοντα τὴν εὐθύνην τῆς διευθύνσεως τῶν διεθνῶν αὐτῶν σχέσεων, δύναται νὰ γίνουν δεκτὰ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τῶν συνεργαζομένων μελῶν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγιεινῆς, τῇ αἰτήσει, γενομένη διὰ λογαριασμὸν τοιούτου ἐδάφους ἢ ὁμάδος ἐδαφῶν, τοῦ Κράτους μέλους ἢ τῆς 'Αρχῆς, ἥτις ἔχει τὴν εὐθύνην τῆς διευθύνσεως τῶν Διεθνῶν αὐτῶν σχέσεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν συνεργαζομένων μελῶν εἰς τὴν Συνέλευσιν τῆς 'Υγείας, δέον νὰ ἐκλέγωνται μεταξὺ τῶν ἐχόντων τεχνικὴν ἁρμοδιότητα προσώπων, καὶ ἐκ τοῦ ἰθαγενοῦς πληθυσμοῦ.

'Η φύσις καὶ ἡ ἔκτασις τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τῶν συνεργαζομένων μελῶν θέλουσι καθορισθῆ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς 'Υγείας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΥ.

"Οργανα

"Αρθρον 9.

'Η λειτουργία τῆς 'Οργανώσεως ἐξασφαλίζεται διά

α) Τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως τῆς 'Υγείας (ἐφεξῆς ὀνομαζομένης Συνελεύσεως τῆς 'Υγείας).

β) Τοῦ 'Εκτελεστικοῦ Συμβουλίου (ἐφεξῆς ὀνομαζομένου Συμβουλίου).

γ) Τῆς γραμματείας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Υ.

Παγκόσμιος Συνέλευσις τῆς 'Υγείας.

"Αρθρον 10.

'Η Συνέλευσις τῆς 'Υγείας ἀπαρτίζεται ἐξ ἀντιπροσώπων τῶν Κρατῶν Μελῶν.

"Αρθρον 11.

"Εκαστον Κράτος μέλος ἀντιπροσωπεύεται ὑπὸ τριῶν ἀντιπροσώπων κατ' ἀνώτατον ὅριον, τοῦ ἑνὸς τούτων ὑποδεικνυομένου ὡς ἀρχηγοῦ τῆς ἀντιπροσωπείας. Οἱ ἀντιπρόσωποι οὗτοι δέον νὰ ἐκλέγωνται μεταξὺ τῶν προσώπων τῶν πλέον ἐνδεδειγμένων, ὡς ἐκ τῆς τεχνικῆς αὐτῶν ἁρμοδιότητος ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ὑγείας, προτιμωμένων τῶν ἀντιπροσωπευόντων τὴν ἐθνικὴν διοίκησιν ὑγείας τοῦ Κράτους μέλους.

"Αρθρον 12.

'Αναπληρωταὶ καὶ σύμβουλοι δύνανται νὰ συνοδεύσωσι τοὺς ἀντιπροσώπους.

"Αρθρον 13.

'Η Συνέλευσις τῆς 'Υγείας συνέρχεται εἰς τακτικὴν ἐτησίαν σύνοδον καὶ εἰς ἐκτάκτους τοιαύτας ὅταν αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιβάλλουν. Αἱ ἔκτακτοι σύνοδοι συγκαλοῦνται τῇ αἰτήσει τοῦ Συμβουλίου ἢ πλειοψηφίας τῶν Κρατῶν μελῶν.

"Αρθρον 14.

'Η Συνέλευσις τῆς 'Υγείας, καθ' ἑκάστην ἐτησίαν σύνοδον, ἐκλέγει τὴν χώραν ἢ τὴν περιοχὴν ἐν τῇ ὁποίᾳ θὰ συνέλθῃ ἡ προσεχὴς αὐτῆς σύνοδος, τοῦ Συμβουλίου καθορίζοντος μεταγενεστέρως τὸν τόπον. Τὸ Συμβούλιον καθορίζει τὸν τόπον συγκλήσεως ἑκάστης ἐκτάκτου συνελεύσεως.

"Αρθρον 15.

Τὸ Συμβούλιον, κατόπιν γνώμης τῆς Γενικοῦ Γραμματέως τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, ἀποφασίζει περὶ τῆς ἡμερομηνίας ἑκάστης ἐτησίας συνόδου καὶ ἑκάστης ἐκτάκτου συνόδου.

"Αρθρον 16.

'Η Συνέλευσις τῆς 'Υγείας ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον αὐτῆς καὶ τὰ λοιπὰ μέλη τοῦ Προεδρείου εἰς τὴν ἀρχὴν ἑκάστης ἐτησίας συνόδου. Διατηροῦσι οὗτοι τὰ καθήκοντα αὐτῶν μέχρι τῆς ἐκλογῆς τῶν διαδεχθησομένων αὐτούς.

"Αρθρον 17.

'Η Συνέλευσις τῆς 'Υγείας υἱοθετεῖ τὸν ἴδιον αὐτῆς κανονισμόν.

"Αρθρον 18.

Τὰ καθήκοντα τῆς Συνελεύσεως τῆς 'Υγείας συνίστανται εἰς:

1. Τὸν καθορισμὸν τῆς Πολιτικῆς τῆς 'Οργανώσεως.

2. Τὴν ἐκλογὴν τῶν Κρατῶν τῶν καλουμένων νὰ διορίσωσι ἀντιπρόσωπον εἰς τὸ Συμβούλιον.

3. Τὸν διορισμὸν τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

4. Τὴν μελέτην καὶ ἔγκρισιν τῶν ἐκθέσεων, καὶ τῆς δράσεως τοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, τὴν παροχὴν εἰς τὸ Συμβούλιον ὁδηγιῶν εἰς θέματα, εἰς τὰ ὁποῖα μέτρα τινὰ ἢ μελέται καὶ ἔρευναι, ὡς καὶ ἡ ὑποβολὴ ἐκθέσεων ἤθελον κριθῆ ἐπιθυμητά.

5. Τὴν ἵδρυσιν πάσης ἀναγκαίας εἰς τὴν λειτουργίαν τῆς 'Οργανώσεως 'Επιτροπῆς.

6. Τὸν ἔλεγχον τῆς οἰκονομικῆς πολιτικῆς τῆς 'Οργανώσεως, τὴν ἐξέτασιν καὶ ἔγκρισιν τοῦ προϋπολογισμοῦ αὐτῆς.

7. Τὴν παροχὴν ὁδηγιῶν εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν ἵνα ἐπιστήσῃ τὴν προσοχὴν τῶν Κρατῶν Μελῶν καὶ τῶν Διεθνῶν 'Οργανώσεων, Κυβερνητικῶν ἢ μὴ Κυβερνητικῶν, ἐπὶ παντὸς ζητήματος ἀφορῶντος τὴν ὑγείαν, τὸ ὁποῖον ἡ Συνέλευσις τῆς 'Υγείας θὰ ἠδύνατο νὰ κρίνῃ ἄξιον προσοχῆς.

8. Τὴν πρόσκλησιν πάσης Διεθνοῦς ἢ 'Εθνικῆς 'Οργανώσεως Κυβερνητικῆς ἢ μὴ Κυβερνητικῆς, ἀναλαβούσης εὐθύνας συγγενεῖς πρὸς τὰς τοιαύτας τῆς 'Οργανώσεως, ὅπως προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν ἀντιπροσώπων πρὸς συμμετοχήν, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς τὰς συνόδους αὐτῆς ἢ εἰς τὰς τοιαύτας τῶν 'Επιτροπῶν καὶ συνδιασκέψεων τῶν συγκαλουμένων ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν αὐτῆς, κατὰ τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς ὑγείας ὅρους οὐχ ἧττον, προκειμένου περὶ 'Εθνικῶν 'Οργανώσεων, αἱ προσκλήσεις δὲν δύνανται νὰ ἀποσταλοῦν εἰμὴ μὲ τὴν συγκατάθεσιν τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως.

9. Τὴν μελέτην τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ὑγείαν συστάσεων τῶν προερχομένων ἐκ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἐκ τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου, ἐκ τῶν Συμβουλίων 'Ασφαλείας ἢ κηδεμονίας τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ τὴν σύνταξιν ἐκθέσεως πρὸς τοὺς ἀνωτέρω ἐπὶ τῶν ληφθέντων ὑπὸ τῆς 'Οργανώσεως μέτρων, εἰς ἐκτέλεσιν τοιούτων συστάσεων.

10. Τὴν σύνταξιν ἐκθέσεως πρὸς τὸ οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις πάσης συμφωνίας συναφθείσης μεταξὺ τῆς 'Οργανώσεως καὶ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

11. Τὴν ἐνθάρρυνσιν καὶ καθοδήγησιν τῶν ἐρευνῶν ἐν

τῷ πεδίῳ τῆς ὑγείας διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ὀργανώσεως ἢ διὰ τῆς ἱδρύσεως ἰδίων Ὀργανώσεων ἢ διὰ τῆς συνεργασίας μετ' ἐπισήμων ἢ μὴ ἐπισήμων Ὀργανώσεων ἑκάστου Κράτους μέλους, τῇ συγκαταθέσει τῆς Κυβερνήσεως αὐτῶν.

12. Τὴν ἵδρυσιν πάσης ἄλλης Ὀργανώσεως κρινομένης ἐπιθυμητῆς.

13. Τὴν λῆψιν παντὸς ἑτέρου μέτρου καταλλήλου πρὸς πραγμάτωσιν τοῦ σκοποῦ τῆς Ὀργανώσεως.

Ἄρθρον 19.

Ἡ Συνέλευσις τῆς ὑγείας κέκτηται τὴν ἐξουσίαν ὅπως ἀποδέχηται συμβάσεις ἢ συμφωνίας ἀφορώσας πᾶν ζήτημα περιλαμβανόμενον ἐν τῇ ἁρμοδιότητι τῆς Ὀργανώσεως. Ἡ πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας εἶναι ἀναγκαία διὰ τὴν ἀποδοχὴν τῶν συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν, αἵτινες θὰ τεθῶσιν ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς ἕκαστον Κράτος μέλος κατόπιν τῆς ὑπὸ τούτου ἀποδοχῆς αὐτῶν συμφώνως πρὸς τὰς συνταγματικὰς αὐτοῦ διατάξεις.

Ἄρθρον 20.

Ἕκαστον Κράτος μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν τῆς λήψεως ἐντὸς προθεσμίας δέκα ὀκτὼ μηνῶν μετὰ τὴν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας ἀποδοχὴν συμβάσεως ἢ συμφωνίας, τῶν ἀναγκαίων μέτρων ἐν σχέσει μὲ τὴν ἀποδοχὴν τοιαύτης συμβάσεως ἢ συμφωνίας. Ἕκαστον Κράτος μέλος θὰ γνωστοποιῇ εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τὰ ληφθέντα μέτρα καὶ ἐὰν ἀποδέχεται τὴν σύμβασιν ἢ συμφωνίαν ἐντὸς τῆς ταχθείσης προθεσμίας, θὰ ἀπευθύνῃ δήλωσιν αἰτιολογοῦσαν τὴν μὴ ἀποδοχὴν αὐτοῦ. Ἐν περιπτώσει ἀποδοχῆς ἕκαστον Κράτος μέλος συμφωνεῖ ὅπως ἀπευθύνῃ ἐτησίαν ἔκθεσιν εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντήν, συμφώνως πρὸς τὸ Κεφάλαιον ΧΙΥ.

Ἄρθρον 21.

Ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας θὰ κέκτηται ἐξουσίαν ὅπως ἀποδέχηται κανονισμοὺς ἀφορῶντας.

α) Τὰ Ὑγειονομικὰ μέτρα καὶ τοιαῦτα καθάρσεως καὶ πᾶσαν διαδικασίαν προωρισμένην ὅπως παρεμποδίζῃ τὴν μετάδοσιν νόσων ἐκ μιᾶς χώρας εἰς τὴν ἄλλην.

β) Τὴν ἀφορῶσαν τὰς νόσους, τὰς αἰτίας θανάτων καὶ τὰς μεθόδους δημοσίας Ὑγιεινῆς ὀνοματολογίαν.

γ) Τὰς διεθνῶς ἐφαρμοζομένας τυποποιημένας μεθόδους διαγνώσεως.

δ) Τοὺς κανόνας περὶ τῆς ἀνοσίας, τοῦ καθαροῦ καὶ τῆς δράσεως τῶν βιολογικῶν φαρμακευτικῶν καὶ παρομοίων προϊόντων, τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου.

ε) Τοὺς ὅρους τοὺς σχετικοὺς μὲ τὴν διαφήμισιν καὶ τὴν ὀνομασίαν τῶν βιολογικῶν, φαρμακευτικῶν καὶ παρομοίων προϊόντων, τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου.

Ἄρθρον 22.

Οἱ εἰς ἐκτέλεσιν τοῦ ἄρθρου 20 υἱοθετούμενοι κανονισμοὶ θὰ τίθενται ἐν ἰσχύϊ διὰ πάντα τὰ Κράτη μέλη, τῆς ἀποδοχῆς αὐτῶν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας γνωστοποιηθείσης δεόντως, ἐξαιρέσει διὰ τὰ Μέλη ἐκεῖνα ἅτινα ἤθελον καταστήσῃ γνωστὸν εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν, ἐντὸς τῆς ἐν τῇ γνωστοποιήσει καθοριζομένης προθεσμίας, ὅτι ἀρνοῦνται ἢ ἔχουν ἐπιφυλάξεις ὡς πρὸς αὐτούς.

Ἄρθρον 23.

Ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας κέκτηται τὴν ἐξουσίαν ὅπως ποιεῖται συστάσεις πρὸς τὰ Κράτη Μέλη ἀφορώσας πᾶν ζήτημα ὑπαγόμενον εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Ὀργανώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Υ'.

Ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον.

Ἄρθρον 24.

Τὸ Συμβούλιον ἀπαρτίζεται ἐκ δέκα ἑκτὸ προσώπων ὑποδεικνυομένων ὑπὸ ἰσαρίθμων Κρατῶν Μελῶν. Ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας ἐκλέγει, λαμβανομένης ὑπ' ὄψει δικαίας γεωγραφικῆς κατανομῆς, τὰ Κράτη τὰ καλούμενα νὰ ὁρίσωσιν ἀντιπρόσωπον εἰς τὸ Συμβούλιον. Ἕκαστον τῶν Κρατῶν τούτων θὰ ἀποστείλῃ εἰς τὸ Συμβούλιον πρόσωπον ἔχον τὰς ἀπαιτουμένας τεχνικὰς γνώσεις ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ὑγείας, ὅπερ δύναται νὰ συνοδεύηται ὑπὸ ἀναπληρωτῶν καὶ συμβούλων.

Ἄρθρον 25.

Τὰ μέλη ταῦτα ἐκλέγονται διὰ μίαν τριετίαν καὶ εἶναι ἐπανεκλέξιμα, οὐχ ἧττον προκειμένου περὶ τῶν ἐκλεγέντων μελῶν κατὰ τὴν πρώτην σύνοδον τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας ἡ διάρκεια τῆς θητείας ἓξ ἐκ τῶν μελῶν τούτων θὰ εἶναι ἐνιαύσιος καὶ ἡ διάρκεια τῆς θητείας ἑτέρων ἓξ μελῶν θὰ εἶναι διετής, τῆς τοιαύτης κατανομῆς ὁριζομένης διὰ κλήρου.

Ἄρθρον 26.

Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται τοὐλάχιστον δὶς τοῦ ἔτους καὶ καθορίζει τὸν τόπον ἑκάστης συνόδου.

Ἄρθρον 27.

Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον αὐτοῦ καὶ υἱοθετεῖ τὸν ἴδιον αὐτοῦ κανονισμόν.

Ἄρθρον 28.

Τὰ καθήκοντα τοῦ Συμβουλίου εἶναι τὰ ἑπόμενα.

1. Νὰ ἐφαρμόζῃ τὰς ἀποφάσεις καὶ τὰς κατευθύνσεις τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας.

2. Νὰ ἐνεργῇ ὡς ἐκτελεστικὸν ὄργανον τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας.

3. Νὰ ἐκπληροῖ πᾶν ἕτερον καθῆκον ἀνατιθέμενον εἰς αὐτὸ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας.

4. Νὰ γνωμοδοτῇ πρὸς τὴν Συνέλευσιν τῆς Ὑγείας ἐπὶ τῶν ζητημάτων ἅτινα ἤθελον ὑποβληθῇ ὑπὸ ταύτης καὶ ἐπὶ ἐκείνων ἅτινα ἤθελον παραπεμφθῇ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν ὑπὸ τῶν συμβάσεων, συμφωνιῶν καὶ κανονισμῶν.

5. Νὰ ὑποβάλῃ ἐξ ἰδίας πρωτοβουλίας, εἰς τὴν Συνέλευσιν τῆς Ὑγείας γνωμοδοτήσεις καὶ προτάσεις.

6. Νὰ ἑτοιμάζῃ τὰς ἡμερησίας διατάξεις τῶν συνόδων τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας.

7. Νὰ ὑποβάλῃ εἰς τὴν Συνέλευσιν τῆς Ὑγείας, πρὸς ἐξέτασιν καὶ ἔγκρισιν γενικὸν πρόγραμμα ἐργασίας, ἐκτεινόμενον ἐπὶ ὡρισμένης περιόδου.

8. Νὰ ἐξετάζῃ πᾶν ζήτημα ἀναγόμενον εἰς τὴν ἁρμοδιότητα αὐτοῦ.

9. Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν καθηκόντων καὶ τῶν οἰκονομικῶν μέσων τῆς Ὀργανώσεως, νὰ λαμβάνῃ πᾶν ἐπείγον μέτρον εἰς περίπτωσιν γεγονότων ἐπιβαλλόντων ἄμεσον ἐνέργειαν. Δύναται εἰδικώτερον νὰ ἐξουσιοδοτήσῃ τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς καταπολέμησιν τῶν ἐπιδημιῶν, νὰ μετάσχῃ εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ὑγειονομικῆς ἀρωγῆς τῆς παρασχεθησομένης εἰς τὰ θύματα θεομηνίας τινὸς καὶ νὰ ἀναλάβῃ τὰς μελέτας ἢ ἐρεύνας ἐπὶ τοῦ ἐπείγοντος τῶν ὁποίων ἡ προσοχὴ αὐτοῦ ἤθελεν ἐπιστηθῇ ὑπὸ Κράτους τινὸς ἢ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

Ἄρθρον 29.

Τὸ Συμβούλιον ἔχει ἁρμοδιότητα νὰ ἐνεργῇ ἐν ὀνόματι ὁλοκλήρου τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας, ἐπὶ ζητημάτων ἅτινα ἤθελον ἀνατεθῇ εἰς αὐτὸ ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ τούτου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΥΙ

Γραμματεία

Ἄρθρον 30.

Ἡ Γραμματεία περιλαμβάνει τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν καὶ τὸ ἀπαιτούμενον εἰς τὴν Ὀργάνωσιν τεχνικὸν καὶ διοικητικὸν προσωπικόν.

Ἄρθρον 31.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς διορίζεται ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας, τῇ προτάσει τοῦ Συμβουλίου καὶ ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς ὁποίους ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας δύναται νὰ καθορίσῃ. Ὁ Γενικὸς Διευθυντής, εὑρισκόμενος ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τοῦ Συμβουλίου, εἶναι ὁ ἀνώτατος τεχνικὸς καὶ διοικητικὸς λειτουργὸς τῆς Ὀργανώσεως.

Ἄρθρον 32.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς εἶναι αὐτοδικαίως Γραμματεὺς τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας, τοῦ Συμβουλίου, πάσης Ἐπιτροπῆς καὶ συμβουλίου τῆς Ὀργανώσεως,

ὡς καὶ τῶν συνδιασκέψεων, ἃς συγκαλεῖ. Δύναται οὗτος νὰ μεταβιβάσῃ τὰ καθήκοντα αὐτοῦ.

Ἄρθρον 33.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἢ ὁ ἀντιπρόσωπος αὐτοῦ δύναται νὰ ποιῆται χρῆσιν διαδικασίας, δυνάμει συμφωνίας μετὰ τῶν Κρατῶν μελῶν, ἐπιτρεπούσης εἰς αὐτὸν ὅπως, ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του, ἔρχηται εἰς ἀπ' εὐθείας σχέσεις μετὰ τῶν Ὑπουργείων τῶν εἰρημένων Κρατῶν, ἰδιαιτέρως μετὰ τῶν διοικήσεων ὑγείας καὶ μετὰ τῶν ἐθνικῶν ὑγειονομικῶν ὀργανώσεων, Κυβερνητικῶν ἢ μή. Δύναται ὡσαύτως νὰ ἔρχηται εἰς ἀπ' εὐθείας σχέσεις μετὰ τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων, ὧν ἡ δρᾶσις ὑπάγεται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῆς Ὀργανώσεως, Ὀφείλει οὗτος νὰ τηρῇ ἐνήμερα τὰ περιφερειακὰ Γραφεῖα ἐπὶ τῶν ζητημάτων ἅτινα ἐνδιαφέρουν τὴν οἰκείαν αὐτῶν σφαῖραν δράσεως.

Ἄρθρον 34

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς δέον νὰ ἑτοιμάζῃ καὶ ὑποβάλλῃ εἰς τὸ Συμβούλιον καθ' ἕκαστον ἔτος οἰκονομικὰς ἐκθέσεις καὶ τὰς προβλέψεις ἐπὶ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως

Ἄρθρον 35

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς διορίζει τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας συμφώνως πρὸς τὸν κανονισμὸν προσωπικοῦ, τὸν καθοριζόμενον ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας.

Ἡ πρωταρχικὴ ἄποψις ἥτις δέον νὰ κυριαρχήσῃ ὡς πρὸς τὸν διορισμὸν τοῦ προσωπικοῦ δέον νὰ συνίσταται εἰς τὴν πρόβλεψιν ὅπως ἡ ἀποτελεσματικότης, τὸ ἀκέραιον καὶ ἡ ἀντιπροσώπευσις Διεθνοῦς Χαρακτῆρος τῆς Γραμματείας ἐξασφαλισθῶσι τὰ μέγιστα. Θὰ λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν ὡσαύτως ἡ σπουδαιότης προσλήψεως τοῦ προσωπικοῦ ἐπὶ βάσεως γεωγραφικῆς ὅσον τὸ δυνατὸν εὐρυτέρας.

Ἄρθρον 36.

Οἱ ὅροι ὑπηρεσίας τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ὀργανώσεως θὰ εἶναι, ὅσον τὸ δυνατόν, σύμφωνοι μὲ τοὺς ὅρους τῶν ἄλλων ὀργανώσεων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 37.

Ἐν τῇ ἐνασκήσει τῶν καθηκόντων των, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς καὶ τὸ προσωπικὸν δὲν πρέπει νὰ ζητοῦν ἢ δέχωνται ὁδηγίας ἐκ τινος Κυβερνήσεως ἢ ξένης ἀρχῆς πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν. Θὰ ἀπέχουν ἐκ πάσης ἐνεργείας, ἥτις δύναται νὰ θίξῃ τὴν κατάστασίν των ὡς Διεθνῶν ὑπαλλήλων. Ἕκαστον Κράτος Μέλος τῆς Ὀργανώσεως ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν, ὡς πρὸς ἑαυτό, νὰ σέβηται τὸν ἀποκλειστικῶς Διεθνῆ χαρακτῆρα τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ τοῦ προσωπικοῦ καὶ νὰ μὴ προσπαθῇ νὰ ἐπηρεάζῃ αὐτούς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII.
Ἐπιτροπαί.

Ἄρθρον 38.

Τὸ Συμβούλιον ἱδρύει τὰς Ἐπιτροπάς, τὰς ὁποίας ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας ἤθελεν ἀποφασίσει καὶ τῇ ἰδίᾳ αὐτοῦ πρωτοβουλίᾳ ἢ τῇ προτάσει τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, δύναται νὰ ἱδρύσῃ πᾶσαν ἑτέραν Ἐπιτροπὴν κρινομένην ἐπιθυμητὴν δι' ἐπιτέλεσιν τῶν σκοπῶν τῆς Ὀργανώσεως.

Ἄρθρον 39.

Τὸ Συμβούλιον ἐξετάζει ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρόν, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει ἅπαξ τοῦ ἔτους, τὴν ἀνάγκην τῆς διατηρήσεως ἑκάστης Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 40.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἵδρυσιν παραλλήλων Ἐπιτροπῶν, ἢ μικτῶν τοιούτων μετ' ἄλλων ὀργανώσεων ἢ νὰ ἀποφασίσῃ τὴν συμμετοχὴν τῆς Ὀργανώσεως εἰς τοιαύτας Ἐπιτροπάς. Δύναται νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἀντιπροσώπευσιν τῆς Ὀργανώσεως εἰς Ἐπιτροπὰς συσταθείσας ὑπ' ἄλλων Ὀργανισμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IX.
Συνδιασκέψεις.

Ἄρθρον 41.

Ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας ἢ τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συγκαλῇ τοπικάς, γενικὰς καὶ τεχνικὰς συνδιασκέψεις ἢ πᾶσαν ἄλλην τοιαύτην εἰδικοῦ χαρακτῆρος πρὸς μελέτην ζητήματος τινὸς ὑπαγομένου εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Ὀργανώσεως καὶ νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν ἀντιπροσώπευσιν, εἰς τὰς συνδιασκέψεις ταύτας, Διεθνῶν Ὀργανώσεων, τῇ συγκαταθέσει δὲ τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων, καὶ Ἐθνικῶν Ὀργανώσεων, δυναμένων τῶν μὲν ἢ τῶν δὲ νὰ ἔχωσι χαρακτῆρα Κυβερνητικὸν ἢ μή. Ὁ τρόπος τῆς τοιαύτης ἀντιπροσωπεύσεως θέλει καθορισθῇ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας ἢ τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 42.

Τὸ Συμβούλιον μεριμνᾷ διὰ τὴν ἀντιπροσώπευσιν τῆς Ὀργανώσεως εἰς τὰς συνδιασκέψεις, εἰς ἃς κρίνει ὅτι αὕτη εἶναι ἐνδιαφερομένη.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ X.
Ἕδρα.

Ἄρθρον 43.

Ἡ ἕδρα τῆς Ὀργανώσεως θέλει καθορισθῇ ὑπὸ τῆς συνελεύσεως τῆς Ὑγείας, κατόπιν γνώμης τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XI.
Τοπικαὶ Συμφωνίαι.

Ἄρθρον 44.

α) Ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας καθορίζει, ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρόν, τὰς γεωγραφικὰς περιοχὰς ὅπου εἶναι ἐπιθυμητὸν ὅπως ἱδρυθῇ τοπικὴ Ὀργάνωσις.

β) Ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας, δύναται τῇ συγκαταθέσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Κρατῶν Μελῶν τῶν κειμένων ἐν ἑκάστῃ οὕτω ὁριζομένῃ περιοχῇ, νὰ ἱδρύσῃ τοπικὴν ὀργάνωσιν ἵνα ἀνταποκριθῇ εἰς τὰς ἰδιαιτέρας ἀνάγκας τῆς περιοχῆς ταύτης. Δὲν δύναται νὰ ὑφίστανται πλείονες τῆς μιᾶς τοπικαὶ Ὀργανώσεις ἐν ἑκάστῃ περιοχῇ.

Ἄρθρον 45.

Ἑκάστη τοπικὴ Ὀργάνωσις θὰ ἀποτελῇ μέρος τῆς ὅλης Ὀργανώσεως, συμφώνως πρὸς τὸν παρόντα καταστατικὸν χάρτην.

Ἄρθρον 46.

Ἑκάστη τοπικὴ Ὀργάνωσις κέκτηται τοπικὴν Ἐπιτροπὴν καὶ τοπικὸν Γραφεῖον.

Ἄρθρον 47.

Αἱ τοπικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἀπαρτίζονται ὑπὸ ἀντιπροσώπων τῶν Κρατῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων μελῶν ἑκάστης περιοχῆς. Τὰ ἐδάφια ἢ ὁμάδες ἐδαφῶν περιοχῆς μὴ ἔχοντα τὴν εὐθύνην τῆς Διευθύνσεως τῶν Διεθνῶν αὐτῶν σχέσεων, καὶ τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι συνεργαζόμενα μέλη δικαιοῦνται νὰ ἀντιπροσωπεύωνται εἰς τὰς τοπικὰς ταύτας Ἐπιτροπὰς καὶ νὰ μετέχουν τούτων. Ἡ φύσις καὶ ἡ ἔκτασις τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τῶν ἐδαφῶν τούτων ἢ ὁμάδων ἐδαφῶν ἔναντι τῶν τοπικῶν Ἐπιτροπῶν θέλουσι καθορισθῇ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας, κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ Κράτους μέλους ἢ πάσης ἑτέρας Ἀρχῆς ἐχούσης τὴν εὐθύνην τῆς διευθύνσεως τῶν Διεθνῶν σχέσεων τῶν ἐδαφῶν τούτων καὶ μετὰ τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς περιοχῆς.

Ἄρθρον 48.

Αἱ τοπικαὶ Ἐπιτροπαὶ συνέρχονται ὁσάκις εἶναι ἀναγκαῖον καὶ καθορίζουσι τὸν τόπον ἑκάστης συγκεντρώσεως αὐτῶν.

Ἄρθρον 49.

Αἱ τοπικαὶ Ἐπιτροπαὶ υἱοθετοῦσι τὸν ἴδιον αὐτῶν κανονισμόν.

Ἄρθρον 50.

Τὰ καθήκοντα τῆς τοπικῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι τὰ ἀκόλουθα.

1. Νὰ διατυπώνῃ τὰς ἀφορώσας ζητήματα ἀποκλειστικῶς τοπικοῦ χαρακτῆρος κατευθύνσεις.

2. Νὰ ἐλέγχῃ τὴν δρᾶσιν τοῦ τοπικοῦ Γραφείου.

3. Νὰ προτείνῃ εἰς τὸ τοπικὸν Γραφεῖον τὴν σύγκλησιν τεχνικῶν συνδιασκέψεων, ὡς καὶ πᾶσαν ἐργασίαν καὶ ἔρευναν συμπληρωματικὴν ἐπὶ τῶν ζητημάτων ὑγείας, αἱτινες κατὰ τὴν γνώμην τῆς τοπικῆς Ἐπιτροπῆς, θὰ ἠδύναντο νὰ πραγματοποιήσουν τὸν ἐπιδιωκόμενον ὑπὸ τῆς Ὀργανώσεως τῆς περιοχῆς σκοπόν.

4. Νὰ συνεργάζεται μετὰ τῶν οἰκείων τοπικῶν Ἐπιτροπῶν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ μετὰ τῶν τοιούτων τῶν εἰδικευμένων Ὀργανώσεων, ὡς καὶ μετ' ἄλλων Διεθνῶν τοπικῶν Ὀργανώσεων ἐχουσῶν κοινὰ μετὰ τῆς Ὀργανώσεως συμφέροντα.

5. Νὰ παρέχῃ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν γνώμας, διὰ μέσου τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, ἐπὶ τῶν Διεθνῶν ζητημάτων Ὑγείας ἐχόντων σημασίαν ὑπερβαίνουσαν τὰ ὅρια τῆς περιοχῆς.

6. Νὰ προβαίνῃ εἰς συστάσεις ἀφορώσας τὴν χορήγησιν συμπληρωματικῶν τοπικῶν πιστώσεων ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἐνδιαφερομένων περιοχῶν, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τὰ ὑπὸ τοῦ Κεντρικοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως παρεχόμενα κονδύλια διὰ τὴν περιοχὴν ταύτην εἶναι ἀνεπαρκῆ διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν τοπικῶν ἀναγκῶν.

7. Πάντα τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατιθέμενα εἰς τὴν τοπικὴν Ἐπιτροπὴν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας τοῦ Συμβουλίου, ἢ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

Ἄρθρον 51.

Ὑπὸ τὴν γενικὴν ἐξουσίαν τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως, τὸ τοπικὸν Γραφεῖον εἶναι τὸ διοικητικὸν ὄργανον τῆς τοπικῆς Ἐπιτροπῆς. Δέον τοῦτο, ἀφ' ἑτέρου νὰ ἐκτελῇ ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς περιοχῆς, τὰς ἀποφάσεις τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας καὶ τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 52.

Ἀρχηγὸς τοπικοῦ Γραφείου εἶναι ὁ τοπικὸς Διευθυντὴς διοριζόμενος ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου ἐκ συμφώνου μὲ τὴν τοπικὴν Ἐπιτροπήν.

Ἄρθρον 53.

Τὸ προσωπικὸν τοῦ τοπικοῦ Γραφείου διορίζεται συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας, οἵτινες θέλουσι καθορισθῇ διὰ συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ τοῦ τοπικοῦ Διευθυντοῦ.

Ἄρθρον 54.

Ἡ Παναμερικανικὴ Ὑγειονομικὴ Ὀργάνωσις, ἀντιπροσωπευομένη ὑπὸ τοῦ Παναμερικανικοῦ Ὑγειονομικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Παναμερικανικῶν Ὑγειονομικῶν συνδιασκέψεων καὶ πᾶσα ἑτέρα τοπικὴ διακυβερνητικὴ Ὀργάνωσις Ὑγείας ὑπάρχουσα πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος καταστατικοῦ χάρτου, θὰ ἐνσωματωθοῦν ἐν καιρῷ τῷ δέοντι ἐν τῇ Ὀργανώσει. Ἡ ἐνσωμάτωσις αὕτη θὰ συντελεσθῇ, εὐθὺς ὡς τοῦτο καταστῇ δυνατόν, διὰ κοινῆς ἐνεργείας, βασιζομένης ἐπὶ τῆς ἀμοιβαίας συγκαταθέσεως τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν, ἐκδηλουμένης ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Ὀργανώσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XII.

Προϋπολογισμὸς καὶ δαπάναι.

Ἄρθρον 55.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐπιμελεῖται τῆς καταρτίσεως καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ Συμβούλιον τὰς προβλέψεις τοῦ ἐτησίου προϋπολογισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως. Τὸ Συμβούλιον ἐξετάζει τὰς προβλέψεις ταύτας καὶ ὑποβάλλει αὐτὰς εἰς τὴν Συνέλευσιν τῆς Ὑγείας, συνοδευομένας διὰ τῶν συστάσεων, τὰς ὁποίας κρίνει σκοπίμους.

Ἄρθρον 56.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ὀργανώσεως καὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὰς προβλέψεις τοῦ προϋπολογισμοῦ καὶ ἐκτελεῖ τὴν κατανομὴν τῶν δαπανῶν μεταξὺ τῶν Κρατῶν, συμφώνως πρὸς τὴν κλίμακα τὴν ὁποίαν δέον νὰ καθορίσῃ.

Ἄρθρον 57.

Ἡ Συνέλευσις τῆς Ὑγείας ἢ τὸ Συμβούλιον ἐνεργοῦν ἐν ὀνόματι τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας, ἔχει ἐξουσίαν ὅπως ἀποδέχηται καὶ διοικῇ τὰς δωρεὰς καὶ κληροδοτήματα πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οἱ ὅροι τῶν δωρεῶν καὶ κληροδοτημάτων τούτων κρίνονται ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας ἢ τοῦ Συμβουλίου συμφέροντες καὶ κεῖνται ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν σκοπῶν καὶ τῆς πολιτικῆς τῆς Ὀργανώσεως.

Ἄρθρον 58.

Εἰδικὸν κονδύλιον, οὗτινος ἡ διάθεσις ἀνατίθεται εἰς τὸ Συμβούλιον θέλει ἀναγραφῇ πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν ἐπειγουσῶν περιπτώσεων καὶ τῶν ἀπροβλέπτων γεγονότων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIII.

Ψηφοφορία.

Ἄρθρον 59.

Ἕκαστον Κράτος Μέλος θὰ ἔχῃ μίαν ψῆφον εἰς τὴν Συνέλευσιν τῆς Ὑγείας.

Ἄρθρον 60.

α) Αἱ ἀποφάσεις τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας ἐπὶ σπουδαίων ζητημάτων λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων Κρατῶν Μελῶν καὶ ψηφιζόντων.

Τὰ ζητήματα ταῦτα περιλαμβάνουν τὴν ὑιοθέτησιν συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν, τὴν ἔγκρισιν συμφωνιῶν δεσμευουσῶν τὴν Ὀργάνωσιν μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τῶν Διεθνῶν Ὀργανώσεων καὶ Ὀργανισμῶν, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 69,70 καὶ 72, τροποποιήσεις εἰς τὸν παρόντα Καταστατικὸν Χάρτην.

β) Αἱ ἀποφάσεις ἐπὶ ἄλλων ζητημάτων συμπεριλαμβανομένων τοῦ καθορισμοῦ προσθέτων κατηγοριῶν ζητημάτων ἐφ' ὧν αἱ ἀποφάσεις θὰ λαμβάνωνται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων , λαμβάνονται δι' ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν παρόντων κρατῶν Μελῶν καὶ ψηφιζόντων.

γ) Ἡ ψηφοφορία ἐν τῷ Συμβουλίῳ καὶ ταῖς Ἐπιτροπαῖς τῆς Ὀργανώσεως, ἐπὶ ζητημάτων παρομοίας φύσεως, θὰ ἐνεργῆται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν παραγράφων α'. καὶ β. τοῦ παρόντος ἄρθρου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIV.

Ἐκθέσεις ὑποβαλλόμεναι ὑπὸ τῶν Κρατῶν.

Ἄρθρον 61.

Ἕκαστον Κράτος Μέλος ὑποβάλλει ἐτησίαν ἔκθεσιν πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν ἐπὶ τῶν ληφθέντων μέτρων καὶ τὰς ἐπιτελεσθείσας προόδους διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς ὑγείας τοῦ πληθυσμοῦ αὐτοῦ.

Ἄρθρον 62.

Ἕκαστον Κράτος Μέλος ὑποβάλλει ἐτησίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν ληφθέντων μέτρων εἰς ἐκτέλεσιν τῶν συστάσεων τῆς Ὀργανώσεως καὶ εἰς ἐκτέλεσιν τῶν συμβάσεων, συμφωνιῶν ἢ κανονισμῶν.

Ἄρθρον 63.

Ἕκαστον Κράτος Μέλος ἀνακοινοῖ ταχέως εἰς τὴν Ὀργάνωσιν τοὺς Νόμους, Κανονισμούς, ἐπισήμους ἐκθέσεις καὶ στατιστικὰς ἐχούσας σπουδαιότητα, ἀφορῶντας τὴν ὑγείαν καὶ δημοσιευθέντας ἐν τῷ Κράτει τούτῳ.

Ἄρθρον 64.

Ἕκαστον Κράτος Μέλος ἀποστέλλει στατιστικὰς καὶ ἐπιδημιολογικὰς ἐκθέσεις κατὰ τοὺς ὅρους οἵτινες θέλουσι καθορισθῇ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας.

Ἄρθρον 65.

Τῇ αἰτήσει τοῦ Συμβουλίου, ἕκαστον Κράτος Μέλος δέον νὰ διαβιβάζῃ, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, πᾶσαν συμπληρωματικὴν πληροφορίαν ἀφορῶσαν τὴν ὑγείαν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XV.

Νομικὴ ἱκανότης, προνόμια καὶ ἀσυλία.

Ἄρθρον 66.

Ἡ Ὀργάνωσις θὰ ἀπολαμβάνῃ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑκάστου Κράτους Μέλους τῆς ἀναγκαίας νομικῆς ἱκανότητος πρὸς ἐπιτέλεσιν τοῦ σκοποῦ καὶ ἐνάσκησιν τῶν καθηκόντων αὐτῆς.

Ἄρθρον 67.

α) Ἡ Ὀργάνωσις θὰ ἀπολαμβάνῃ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑκάστου Κράτους Μέλους τῶν ἀναγκαίων προνομίων καὶ ἀσυλιῶν πρὸς ἐπιτέλεσιν τοῦ σκοποῦ καὶ ἐνάσκησιν τῶν καθηκόντων αὐτῆς.

β') Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Κρατῶν μελῶν, τὰ ὑποδειχθέντα ὅπως ἀποτελέσουν μέλη τοῦ Συμβουλίου πρόσωπα καὶ τὸ τεχνικὸν καὶ διοικητικὸν προσωπικὸν τῆς Ὀργανώσεως θὰ ἀπολαμβάνουν ἐπίσης τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν ἀναγκαίων εἰς τὴν ἐλευθέραν ἄσκησιν τῶν σχετικῶν μὲ τὴν Ὀργάνωσιν καθηκόντων αὐτῶν.

Ἄρθρον 68.

Ἡ νομικὴ αὕτη ἱκανότης, τὰ προνόμια καὶ ἡ ἀσυλία θέλουσι καθορισθῇ δι' ἰδιαιτέρας συμφωνίας, ἥτις θὰ ἐτοι-

μασθῇ ὑπὸ τῆς 'Οργανώσεως, κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ θὰ συναφθῇ μεταξὺ τῶν Κρατῶν Μελῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XVI.

Σχέσεις μεθ' ἑτέρων 'Οργανώσεων.

"Αρθρον 69.

'Η 'Οργάνωσις συνδέεται πρὸς τὰ 'Ηνωμένα "Εθνη ὡς μία τῶν εἰδικευμένων 'Οργανώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 57 τοῦ Χάρτου τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν. 'Η συμφωνία ἢ πλείονες τοιαῦται αἵτινες ἤθελον καθορίσει τὰς σχέσεις τῆς 'Οργανώσεως μετὰ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, δέον νὰ ἐγκριθῶσιν διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῆς Συνελεύσεως τῆς 'Υγείας.

"Αρθρον 70.

'Η 'Οργάνωσις δέον νὰ ἐγκαθιδρύσῃ πραγματικὰς σχέσεις καὶ νὰ συνεργάζηται στενῶς μετὰ τῶν ἄλλων διακυβερνητικῶν 'Οργανώσεων ἡ μετὰ τῶν ὁποίων συνεργασία κρίνεται ἐπιθυμητή. Πᾶσα ἐπίσημος συμφωνία συναφθεῖσα μετὰ τῶν 'Οργανώσεων τούτων δέον ὅπως ἐγκριθῇ διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῆς Συνελεύσεως τῆς 'Υγείας

"Αρθρον 71.

'Η 'Οργάνωσις δύναται, ὅσον ἀφορᾷ τὰ ζητήματα τῆς δικαιοδοσίας αὐτῆς, νὰ λάβῃ πᾶν πρόσφορον μέτρον πρὸς συνεννόησιν καὶ συνεργασίαν μετὰ τῶν μὴ Κυβερνητικῶν Διεθνῶν 'Οργανώσεων καὶ κατόπιν συγκαταθέσεως τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως, μετὰ τῶν 'Εθνικῶν 'Οργανώσεων Κυβερνητικῶν ἢ μὴ Κυβερνητικῶν.

"Αρθρον 72.

'Υπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐγκρίσεως ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῆς Συνελεύσεως τῆς 'Υγείας, ἡ 'Οργάνωσις δύναται νὰ ἀναλάβῃ ἐξ ἄλλων 'Οργανώσεων ἢ Διεθνῶν 'Οργανισμῶν, ὧν οἱ σκοποὶ καὶ ἡ δρᾶσις περιλαμβάνεται ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ἁρμοδιότητος τῆς 'Οργανώσεως, τὰ καθήκοντα ἐκεῖνα, τοὺς πόρους καὶ ὑποχρεώσεις δι' ὧν ἡ εἰρημένη 'Οργάνωσις θὰ εἶχεν ἐπιφορτισθῇ κατὰ τὰς διατάξεις Διεθνοῦς συμφωνίας ἢ συμφωνιῶν ἀποδεκτῶν ὑπὸ τῶν δύο μερῶν καὶ γενομένων μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν οἰκείων 'Οργανώσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XVII.

Τροπολογίαι.

"Αρθρον 73.

Τὰ κείμενα τῶν προτεινομένων τροπολογιῶν τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ Χάρτου θὰ ἀνακοινῶνται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ εἰς τὰ Κράτη Μέλη ἓξ μῆνας πρὸ τῆς ἐξετάσεως αὐτῶν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς 'Υγείας.

Αἱ τροπολογίαι θὰ ἰσχύσουν δι' ὅλα τὰ Κράτη Μέλη ὅταν υἱοθετηθοῦν ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῆς Συνελεύσεως τῆς 'Υγείας καὶ γίνουν ἀποδεκταὶ ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν Κρατῶν μελῶν συμφώνως πρὸς τοὺς οἰκείους αὐτῶν συνταγματικοὺς κανόνας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XVIII.

'Ερμηνεία.

"Αρθρον 74.

Τὸ 'Αγγλικόν, Σινικόν, 'Ισπανικόν, Γαλλικὸν καὶ Ρωσσικὸν κείμενον τοῦ Καταστατικοῦ τούτου Χάρτου θεωρεῖται ὡς ἐξ ἴσου αὐθεντικόν.

"Αρθρον 75.

Πᾶν ζήτημα ἢ πᾶσα διαφορὰ σχετικῶς μὲ τὴν ἑρμηνίαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Καταστατικοῦ τούτου Χάρτου, ὅπερ δὲν ἤθελεν διακανονισθῇ διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν διαπραγματεύσεων, ἢ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς 'Υγείας, θὰ παραπέμπωνται ὑπὸ τῶν μελῶν εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον, συμφώνως πρὸς τὸ Καταστατικὸν τοῦ Δικαστηρίου τούτου, ἐκτὸς ἂν τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη συμφωνήσωσι ἐπὶ ἑτέρου τρόπου διακανονισμοῦ.

"Αρθρον 76.

Τῇ ἐγκρίσει τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν ἢ τῇ ἐγκρίσει, τῇ ἀπορρεούσῃ ἐκ πάσης συμφωνίας μεταξὺ τῆς 'Οργανώσεως καὶ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν ἡ 'Οργάνωσις θὰ δύναται νὰ ζητήσῃ παρὰ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου συμβουλευτικὴν γνώμην ἐπὶ παντὸς νομικοῦ ζητήματος τῆς δικαιοδοσίας τῆς 'Οργανώσεως.

"Αρθρον 77.

'Ο Γενικὸς Διευθυντὴς δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύσῃ ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου τὴν 'Οργάνωσιν εἰς πᾶσαν διαδικασίαν ἀφορῶσαν αἴτησιν συμβουλευτικῆς γνώμης. Δέον οὗτος νὰ λαμβάνῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ὑποβολὴν τῆς ὑποθέσεως ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου, συμπεριλαβανομένων τῶν ἀναγκαιούντων εἰς τὴν ἔκθεσιν ἐπιχειρημάτων, τῶν ἀφορώντων τὰς διαφόρους ἀπόψεις ἐπὶ τοῦ ζητήματος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIX.

Θέσις ἐν ἰσχύϊ.

"Αρθρον 78.

'Υπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ Κεφαλαίου III ὁ Καταστατικὸς οὗτος Χάρτης θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸς εἰς τὴν ὑπογραφὴν ἢ εἰς τὴν ἀποδοχὴν ὅλων τῶν Κρατῶν.

"Αρθρον 79.

α) Τὰ κράτη δύνανται νὰ ἀποβοῦν μέλη τοῦ Καταστατικοῦ τούτου χάρτου διά:

1. Τῆς ὑπογραφῆς, ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐγκρίσεως.
2. Τῆς ὑπογραφῆς ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐγκρίσεως, ἀκολουθουμένης ὑπὸ ἀποδοχῆς.
3. Τῆς ἁπλῆς ἀποδοχῆς.

β. 'Η ἀποδοχὴ θὰ ἀποβῇ πραγματικὴ δι' ὑποβολῆς ἐπισήμου πράξεως εἰς χεῖρας τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

"Αρθρον 80.

'Ο Καταστατικὸς οὗτος Χάρτης θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὅταν εἴκοσι ἓξ Κράτη Μέλη τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν θὰ ἀποβοῦν μέλη αὐτοῦ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 78.

"Αρθρον 81.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν θὰ καταχωρήσῃ τὸν Καταστατικὸν τοῦτον Χάρτην ὅταν ὑπογραφῇ ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐγκρίσεως ὑπὸ ἑνὸς Κράτους ἢ ἅμα τῇ καταθέσει τῆς πρώτης πράξεως ἀποδοχῆς.

"Αρθρον 82.

'Ο Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν θέλει εἰδοποιήσῃ τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Χάρτου τούτου περὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως αὐτοῦ ἐν ἰσχύϊ. Θὰ εἰδοποιήσῃ ταῦτα ὡσαύτως περὶ τῶν ἡμερομηνιῶν καθ' ἃς ἕτερα Κράτη θὰ γίνουν μέλη τοῦ Καταστατικοῦ τούτου Χάρτου.

"Αρθρον 83.

Τὰ πρωτότυπα κείμενα θέλουσι κατατεθῇ εἰς τὰ 'Αρχεῖα τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν. 'Ο Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν θέλει ἐκδώσῃ κεκυρωμένα ἀντίγραφα εἰς ἑκάστην Κυβέρνησιν ἀντιπροσωπευθεῖσαν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν.

Εἰς πίστιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι ἀντιπρόσωποι, δεόντως ἐξουσιοδοτούμενοι πρὸς τοῦτο, ὑπογράφουν τὸν παρόντα Καταστατικὸν Χάρτην.

'Εγένετο ἐν τῇ πόλει τῆς Νέας 'Υόρκης, τὴν 26 'Ιουλίου 1946, εἰς ἓν πρωτότυπον συνταγθὲν εἰς τὴν 'Αγγλικήν, Σινικήν, 'Ισπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικὴν γλῶσσαν, ἑκάστου κειμένου ὄντος ἐξ ἴσου αὐθεντικοῦ.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

συναφθεῖσα ὑπὸ τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν Κυβερνήσεων εἰς τὴν Διεθνῆ Συνδιάσκεψιν τῆς 'Υγείας, ἥτις συνῆλθεν εἰς Νέαν 'Υόρκην ἀπὸ 19 'Ιουνίου μέχρι 22 'Ιουλίου 1946.

Αἱ ἀντιπροσωπευθεῖσαι εἰς τὴν Διεθνῆ Συνδιάσκεψιν τῆς 'Υγείας Κυβερνήσεις, ἥτις συνεκλήθη τὴν 19 'Ιουνίου 1946 εἰς Νέαν 'Υόρκην ὑπὸ τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῆς 'Οργανώσεως τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

'Αποφασίσασαι ὅπως ἱδρύσουν διεθνῆ 'Οργάνωσιν ὑπὸ τὴν ὀνομασίαν Παγκόσμιος 'Οργάνωσις τῆς 'Υγείας.

Υἱοθετήσασαι, σήμερον τὸ κείμενον τοῦ καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Παγκοσμίου 'Οργανώσεως τῆς 'Υγείας καὶ

'Αποφασίσασαι ὅπως ἱδρύσουν Προσωρινὴν 'Επιτροπὴν ἐν ἀναμονῇ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ καταστατικοῦ Χάρτου καὶ τῆς ἐγκαθιδρύσεως τῆς Παγκοσμίου 'Οργανώσεως τῆς

Ὑγείας, ὡς αὕτη προβλέπεται ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου, ἀποφασίζουν τὰ ἀκόλουθα:

1. Ἱδρύεται, διὰ τῆς παρούσης Προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως τῆς Ὑγείας, ἀπαρτιζομένη ἐκ τῶν δέκα ὀκτὼ κατωτέρω ἀναφερομένων Κρατῶν, δυναμένων νὰ διορίσουν τὰ πρόσωπα ἅτινα θὰ ἀποτελέσουν ταύτην.

Αὐστραλία, Βραζιλία, Καναδᾶς, Κίνα, Αἴγυπτος, Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς, Γαλλία, Ἰνδίαι, Λιβερία, Μεξικόν, Νορβηγία, Κάτω Χῶραι, Περού, Ἡνωμένον Βασίλειον, Σοσιαλιστικὴ Σοβιετικὴ Δημοκρατία Οὐκρανίας, Ἕνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, Βενεζουέλα, Γιουγκοσλαυία. Ἕκαστον τῶν Κρατῶν τούτων δέον νὰ διορίσῃ ἕνα παρακαθήσῃ εἰς τὴν Προσωρινὴν Ἐπιτροπήν, πρόσωπον τεχνικῶς κατάλληλον εἰς τὰ ζητήματα τῆς Ὑγείας, ὅπερ δύναται νὰ συνοδεύηται ὑπὸ ἀναπληρωτῶν καὶ συμβούλων.

2. Ἡ Προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἔχῃ τὰ κάτωθι καθήκοντα.

1) Νὰ συγκαλέσῃ τὴν πρώτην σύνοδον τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας, τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐξ μῆνας τὸ βραδύτερον μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Ὀργανώσεως.

2) Νὰ ἑτοιμάσῃ καὶ ὑποβάλῃ εἰς τοὺς ὑπογράψαντας τὴν παροῦσαν συμφωνίαν, ἐξ μῆνας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς πρώτης συνόδου τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας, τὴν ἡμερησίαν προκαταρκτικὴν διάταξιν τῆς συνόδου ταύτης καὶ τὰς ἀναγκαίας συστάσεις ἀφορώσας ἰδία:

I) Τὰς προτάσεις τὰς ἀφορώσας τὸ πρόγραμμα ἐργασίας καὶ τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Ὀργανώσεως διὰ τὸ πρῶτον ἔτος.

II) Τὰς μελέτας ἐπὶ τοῦ τόπου ἐγκαθιδρύσεως τῆς ἕδρας τῆς Ὀργανώσεως.

III) Τὰς μελέτας ἐπὶ τοῦ καθορισμοῦ τῶν γεωγραφικῶν περιοχῶν διὰ τὴν ἐνδεχομένην ἵδρυσιν τῶν τοπικῶν Ὀργανώσεων, περὶ ὧν τὸ κεφάλαιον XI τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου, αἵτινες θὰ λάβουν δεόντως ὑπ' ὄψει τὰς ἀπόψεις τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων καί,

IV) Σχέδιον οἰκονομικοῦ κανονισμοῦ καὶ καταστατικοῦ τοῦ προσωπικοῦ πρὸς ἔγκρισιν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου ταύτης, δέον νὰ δοθῇ ἰδιαιτέρα προσοχὴ εἰς τὰς συζητήσεις τῆς διεθνοῦς Συνδιασκέψεως τῆς Ὑγείας.

3) Νὰ προβῇ εἰς τὴν ἀπαρχὴν διαπραγματεύσεων μετὰ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν πρὸς σύνταξιν μιᾶς ἢ περισσοτέρων συμφωνιῶν, ὡς προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 37 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὸ ἄρθρον 69 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου. Ἡ συμφωνία ἢ αἱ συμφωνίαι αὗται δέον:

I) Νὰ καθορίσῃ πραγματικὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν δύο Ὀργανώσεων ἐν τῇ ἐπιδιώξει τοῦ κοινοῦ αὐτῶν σκοποῦ.

II) Νὰ διευκολύνῃ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 58 τοῦ Χάρτου, τὸν συντονισμὸν τῆς γενικῆς πολιτικῆς καὶ τῆς δράσεως τῆς Ὀργανώσεως μετὰ τῆς τοιαύτης ἄλλων εἰδικευμένων ὀργανισμῶν καὶ τοῦ Ὀργανισμοῦ Περιθάλψεως καὶ ἀποκαταστάσεως Ἡνωμένων Ἐθνῶν (ΟΥΝΡΡΑ).

III) Νὰ ἀναγνωρίσῃ, συγχρόνως, τὴν αὐτονομίαν τῆς Ὀργανώσεως ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ἁρμοδιότητος αὐτῆς, ὡς αὕτη καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ αὐτῆς Χάρτου.

4) Νὰ λάβῃ πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα προβῇ εἰς τὴν μεταβίβασιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἰς τὴν Προσωρινὴν Ἐπιτροπὴν τῶν καθηκόντων, τῆς δράσεως ὡς καὶ τῶν περιουσιακῶν στοιχείων τῆς Ὀργανώσεως Ὑγιεινῆς τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν, ἅτινα εἶχον ἀνατεθῇ μέχρι τοῦδε εἰς τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

5) Νὰ λάβῃ πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Πρωτοκόλλου, τοῦ ὑπογραφέντος τὴν 22 Ἰουλίου 1946, περὶ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Δημοσίας Ὑγείας, διὰ τὴν μεταβίβασιν εἰς τὴν Προσωρινὴν Ἐπιτροπὴν τῶν ὑποχρεώσεων καὶ καθηκόντων τοῦ Γραφείου τούτου καὶ νὰ λάβῃ τὴν πρωτοβουλίαν πάντων τῶν ἀναγκαίων μέτρων ἵνα διευκολύνῃ τὴν μεταφορὰν τοῦ ἐνεργητικοῦ καὶ παθητικοῦ τοῦ Γραφείου εἰς τὴν Παγκόσμιον Ὀργάνωσιν τῆς Ὑγείας, ὅταν ἡ συμφωνία τῆς Ρώμης τοῦ 1907, θέλει παύσῃ ἰσχύουσα.

6) Νὰ λάβῃ πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτοα ἵνα ἐπιτρέψῃ εἰς τὴν Προσωρινὴν Ἐπιτροπὴν νὰ ἀναλάβῃ τὰς ὑποχρεώσεις καὶ τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὸν Ὀργανισμὸν Περιθάλψεως καὶ Ἀποκαταστάσεως Ἡνωμένων Ἐθνῶν (ΟΥΝΡΡΑ) ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως 1944 περὶ τροποποιήσεως τῆς Διεθνοῦς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως τῆς 21 Ἰουνίου 1926, τοῦ Πρωτοκόλλου τοῦ παρατείνοντος τὴν Διεθνῆ Ὑγειονομικὴν Σύμβασιν τοῦ 1944 τῆς Διεθνοῦς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως Ἀεροναυτιλίας τοῦ 1944 περὶ τροποποιήσεως τῆς Διεθνοῦς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως Ἀεροναυτιλίας τοῦ 1933 καὶ τοῦ Πρωτοκόλλου τοῦ παρατείνοντος τὴν Διεθνῆ Ὑγειονομικὴν Σύμβασιν Ἀεροναυτιλίας τοῦ 1944.

7) Νὰ προβῇ εἰς τὴν σύναψιν τῶν ἀναγκαίων συμφωνιῶν μετὰ τῆς Πανομερικανικῆς Ὑγειονομικῆς Ὀργανώσεως καὶ μετὰ τῶν ἄλλων ὑφισταμένων τοπικῶν διακυβερνητικῶν Ὀργανώσεων Ὑγείας πρὸς τὸν σκοπὸν πραγματοποιήσεως τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 54 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου καθοριζομένων, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐγκρίσεως τῶν συμφωνιῶν τούτων ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας.

8) Νὰ ἐγκαθιδρύσῃ σχέσεις καὶ νὰ προβῇ εἰς διαπραγματεύσεις πρὸς τὸν σκοπὸν συνόψεως συμφωνιῶν μετ' ἄλλων διακυβερνητικῶν Ὀργανώσεων, ὡς προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 70 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου.

9) Νὰ μελετήσῃ τὸ ζήτημα τῶν σχέσεων μετὰ τῶν διεθνῶν κυβερνητικῶν Ὀργανώσεων καὶ μετὰ τῶν Ἐθνικῶν Ὀργανώσεων, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 71 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου καὶ νὰ λάβῃ τὰ προσωρινὰ μέτρα τὰ ἐπιτρέποντα ὅπως ἔλθῃ εἰς συνεννόησιν καὶ συμπράξῃ μετὰ τῶν Ὀργανώσεων ἐκείνων μεθ' ὧν ἡ συνεργασία ἦθελε κριθῇ ἐπιθυμητή.

10) Νὰ ἀναλάβῃ τὴν προεργασίαν διὰ τὴν ἀποδοχήν, ἐνοποίησιν καὶ ἐνίσχυσιν τῶν ὑφισταμένων Διεθνῶν Ὑγειονομικῶν Συμβάσεων.

11) Νὰ μελετήσῃ ὅλον τὸν ὑπάρχοντα μηχανισμὸν καὶ ἀναλάβῃ τὴν προκαταρκτικὴν ἐργασίαν, ἡ ὁποία θὰ ἦτο ἀναγκαία:

I) Διὰ τὴν μελλοντικὴν ἀνὰ δεκαετίαν ἀποδοχὴν τῶν «διεθνῶν ὀνοματολογιῶν αἰτιῶν θανάτων» (συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐγκριθέντων πινάκων σχετικῶς μὲ τὴν στατιστικὴν τῶν αἰτιῶν θανάτων, συμφώνως πρὸς τὴν διεθνῆ συμφωνίαν τοῦ 1934), καί

II) Διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν διεθνῶν πινάκων τῶν αἰτιῶν νόσου.

12) Νὰ ἐγκαθιδρύσῃ πραγματικὸν σύνδεσμον μετὰ τοῦ οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου καὶ μετὰ τῶν Ἐπιτροπῶν αὐτοῦ, μεθ' ὧν αὐτὸς ἦθελε κριθῇ ὠφέλιμος, ἰδιαιτέρως μετὰ τῆς Ἐπιτροπῆς ναρκωτικῶν.

13) Νὰ ἐξετάζῃ πάντα τὰ ἐπείγοντα προβλήματα ὑγείας, ἅτινα ἤθελον τεθῇ ὑπ' ὄψιν αὐτῆς ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων, νὰ παρέχῃ τὰς σχετικὰς πρὸς ταῦτα τεχνικὰς συμβουλάς, νὰ ἐπισύρῃ τὴν προσοχὴν τῶν Κυβερνήσεων καὶ τῶν Ὀργανώσεων, τῶν δυναμένων νὰ προσφέρωσι τὴν συνδρομὴν των ὑπὲρ τῶν ἐπειγόντων ἀναγκῶν τῆς Ὑγείας καὶ νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ ἐπιθυμητὰ μέτρα ἵνα συντονίσῃ πᾶσαν ἀντίληψιν, τὴν ὁποίαν αἱ Κυβερνήσεις καὶ αἱ Ὀργανώσεις δύνανται νὰ παράσχωσιν.

3. Ἡ προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἱδρύσῃ τὰς τεχνικὰς Ἐπιτροπὰς τὰς ὁποίας κρίνει ἐπιθυμητάς.

4. Ἡ προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον καὶ τὸ Προεδρεῖον αὐτῆς, υἱοθετεῖ τὸν ἴδιον αὐτῆς κανονισμὸν καὶ συμβουλεύεται πάντα τὰ πρόσωπα τὰ δυνάμενα νὰ διευκολύνουν τὴν ἐργασίαν αὐτῆς.

5. Ἡ προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ ὁρίζει ἐκτελεστικὸν Γραμματέα, ὅστις

α) εἶναι ὁ ἀνώτερος τεχνικὸς καὶ διοικητικὸς λειτουργός.

β) εἶναι αὐτοδικαίως γραμματεὺς τῆς προσωρινῆς Ἐπιτροπῆς καὶ πασῶν τῶν ὑπ' αὐτῆς συνιστωμένων Ἐπιτροπῶν.

γ) εὑρίσκεται εἰς ἀπ' εὐθείας σχέσεις μετὰ τῶν ἐθνικῶν διοικήσεων ὑγείας, κατὰ τοὺς ὅρους οὓς ἤθελε ἐγκρίνει ἡ ἐνδιαφερομένη Κυβέρνησις.

δ) ἐκπληροῖ τὰ λοιπὰ καθήκοντα καὶ ὑποχρεώσεις, ἅτινα ἡ προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ καθορίσῃ.

6. Ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς γενικῆς ἐξουσιοδοτήσεως τῆς χορηγουμένης ὑπὸ τῆς Προσωρινῆς Ἐπιτροπῆς, ὁ ἐκτελεστικὸς Γραμματεὺς διορίζει τὸ ἀναγκαῖον τεχνικὸν καὶ διοικητικὸν προσωπικόν. Προβαίνων εἰς τοὺς διορισμοὺς τούτους λαμβάνει οὗτος ὑπ' ὄψιν τὰς περιλαμβανομένας ἐν ἄρθρῳ 35 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου ἀρχάς. Προσέτι λαμβάνει οὗτος ὑπ' ὄψιν, ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν ὅπως διορίσῃ τὸ διαθέσιμον προσωπικὸν ἐκλεγόμενον μεταξὺ τῶν ὑπαλλήλων τῆς Ὀργανώσεως Ὑγιεινῆς τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν, τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ὑγιεινῆς καὶ τοῦ Τμήματος Ὑγείας τοῦ Ὀργανισμοῦ Περιθάλψεως καὶ ἀποκαταστάσεως Ἡνωμένων Ἐθνῶν (ΟΥΝΡΡΑ). Δύναται νὰ διορίσῃ ὑπαλλήλους καὶ εἰδικοὺς οἵτινες τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν αὐτοῦ ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων. Μέχρι τῆς προσλήψεως καὶ ὀργανώσεως τοῦ προσωπικοῦ αὐτοῦ, δύναται νὰ λάβῃ πᾶσαν τεχνικὴν καὶ διοικητικὴν βοήθειαν, τὴν ὁποίαν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἶναι εἰς θέσιν νὰ παράσχῃ εἰς αὐτόν.

7. Ἡ Προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέλθῃ εἰς πρώτην σύνοδον ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ εὐθὺς ἅμα τῇ ἱδρύσει αὐτῆς καὶ θὰ συνέρχηται ἀκολούθως ὅσον συχνὰ εἶναι ἀναγκαῖον, ἀλλὰ τοὐλάχιστον ἅπαξ ἀνὰ τετράμηνον. Εἰς ἑκάστην σύνοδον ἡ Προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ καθορίζει τὸν τόπον τῆς προσεχοῦς τοιαύτης.

8. Αἱ δαπάναι τῆς Προσωρινῆς Ἐπιτροπῆς καλύπτονται διὰ χρηματικῶν μέσων παρεχομένων ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ θὰ λάβῃ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον τὰ ἀναγκαῖα μέτρα μετὰ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τὰ χρηματικὰ ταῦτα μέσα ἤθελον εἶναι ἀνεπαρκῆ ἡ Προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ δεχθῇ προκαταβολὰς παρὰ τῶν Κυβερνήσεων. Αἱ προκαταβολαὶ αὗται δύναται νὰ ληφθοῦν ἐκ τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν Ὀργάνωσιν χρηματικῶν συνδρομῶν τῶν Κυβερνήσεων.

9. Ὁ ἐκτελεστικὸς Γραμματεὺς εἶναι ἐπιφορτισμένος ὅπως ἑτοιμάζῃ τὰς προβλέψεις τοῦ προϋπολογισμοῦ καὶ ἡ Προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ ὅπως ἀναθεωρῇ καὶ ἐγκρίνῃ ταύτας.

Αἱ προβλέψεις αὗται ἀφοροῦν :

α) τὴν περίοδον ἀπὸ τῆς ἱδρύσεως τῆς προσωρινῆς Ἐπιτροπῆς μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1946 καί

β) τὰς μεταγενεστέρας περιόδους, δι' ἃς ὑφίσταται περίπτωσις νὰ γίνουν τοιαῦται.

10. Ἡ προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ὑποβάλῃ ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς δράσεως αὐτῆς πρὸς τὴν Συνέλευσιν τῆς Ὑγείας κατὰ τὴν πρώτην αὐτῆς σύνοδον.

11. Ἡ Προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ θὰ παύσῃ ὑφιστομένη δυνάμει ἀποφάσεως τῆς Συνελεύσεως τῆς Ὑγείας ληφθησομένης κατὰ τὴν πρώτην αὐτῆς σύνοδον, καθ' ἣν τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα καὶ τὰ Ἀρχεῖα τῆς Προσωρινῆς Ἐπιτροπῆς, ὡς καὶ Τμῆμα τοῦ προσωπικοῦ αὐτῆς, ὅπερ ἤθελε κριθῇ ἀναγκαῖον, θέλουσι μεταβιβασθῇ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν.

12. Ἡ συμφωνία αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι δι' ὅλους τοὺς ὑπογράφοντας σήμερον.

Εἰς πίστιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι ἀντιπρόσωποι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπογράφουσι τὴν παροῦσαν συμφωνίαν συντεταγμένην εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Σινικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικὴν γλῶσσαν, ὅλων τῶν κειμένων τούτων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν.

Ὑπογραφεῖσα ἐν τῇ πόλει τῆς Νέας Ὑόρκης τὴν 22 Ἰουλίο 1946.

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)